



Agriculture et
Agroalimentaire Canada

Agriculture and
Agri-Food Canada

Canada



Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale

Recueil de données, 2013

Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale, Recueil de données, 2013

Février 2014

Préparé par :

Direction de la recherche et de l'analyse, Direction générale des politiques stratégiques
Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC)

AVIS IMPORTANTS

Droits d'auteur ou de copie

Les documents présents dans cette publication ont été produits ou rassemblés par Agriculture et Agroalimentaire Canada pour offrir aux Canadiens et Canadiennes un accès direct à l'information sur les programmes et les services offerts par le gouvernement du Canada.

Les documents présents dans cette publication sont protégés par la *Loi sur le droit d'auteur*, par les lois, les politiques et les règlements du Canada et des accords internationaux. Ces dispositions permettent d'identifier la source de l'information et, dans certains cas, d'interdire la copie de documents sans permission écrite.

Copie non commerciale

L'information présente dans cette publication est fournie afin qu'elle y soit facilement disponible pour une utilisation personnelle ou publique non commerciale et peut être copiée, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais ou autre permission d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. Nous demandons seulement : que l'utilisateur fasse preuve d'une diligence raisonnable en s'assurant de l'exactitude des documents copiés; qu'Agriculture et Agroalimentaire Canada soit désigné comme le ministère source; et que la copie ne soit pas présentée comme une version officielle des documents copiés, ni comme une copie faite en affiliation avec Agriculture et Agroalimentaire Canada ou avec son aval.

Copie commerciale

La reproduction à de multiples exemplaires des documents figurant dans cette publication, en tout ou en partie, pour diffusion à des fins commerciales est interdite, sauf avec la permission écrite de l'administrateur des droits d'auteur du gouvernement du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. En autorisant la copie, TPSGC peut s'assurer que les personnes ou les organisations qui désirent copier des documents du gouvernement du Canada à des fins commerciales ont accès aux versions les plus exactes et à jour.

Pour obtenir la permission de copier toutes parties de cette publication à des fins commerciales, veuillez contacter TPSGC à l'adresse ci-dessous :

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Éditions et Services de dépôt
350, rue Albert, 4e étage
Ottawa (Ontario) CANADA
K1A 0S5

Documents d'une tierce partie

Certains documents et éléments graphiques présents dans cette publication sont assujettis aux droits d'auteur d'autres organismes, en particulier dans le cas de sites exploités conjointement par une institution du gouvernement du Canada et une organisation externe, dans le cadre d'un accord de collaboration. Dans de tels cas, certaines restrictions sur la reproduction de documents ou d'éléments graphiques peuvent s'appliquer, et il peut être nécessaire d'obtenir l'autorisation du détenteur des droits d'auteur avant de reproduire les documents.

Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale, Recueil de données, 2013

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire (2014).

Version électronique disponible à www.agr.gc.ca/publicationseconomiques

ISSN 1494-5223

N° d'AAC 12184F

Issued also in English under the title *Farm Income, Financial Conditions and Government Assistance Data Book, 2013*

Pour de plus amples renseignements, veuillez nous contacter à info@agr.gc.ca ou composez sans frais le 1-855-773-0241.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
SOMMAIRE	3
SECTION A	
Revenu agricole	5
Méthodologie relative au revenu agricole	15
SECTION B	
Situation financière	17
Méthodologie relative à la situation financière des exploitations agricoles	31
SECTION C	
Dépenses publiques au secteur agroalimentaire	33
Méthodologie relative aux dépenses publiques	51
SECTION D	
Estimations du soutien à l'agriculture	55
Méthodologie relative aux indicateurs de soutien de l'OCDE	65

LISTE DES TABLEAUX

SECTION A : Revenu agricole

Tableau A.1 : Recettes monétaires, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 2003-2012	7
Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 2007-2012	10
Tableau A.3 : Total des revenus d'exploitation, total des dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme, Canada et provinces, 2010-2012	12
Tableau A.4 : Total des revenus d'exploitation, total des dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme et par type d'exploitation, Canada, 2010-2012	13

SECTION B : Situation financière

Tableau B.1 : Actif agricole, Canada et provinces, au 31 décembre, 2003-2012	19
Tableau B.2 : Dette agricole en cours, Canada et provinces, 2003-2012	20
Tableau B.3 : Nombre de faillites agricoles par province, 1997-2012	21
Tableau B.4 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC), 2007-2008 à 2012-2013	22
Tableau B.5 : Nouveaux prêts enregistrés dans le cadre de la <i>Loi canadienne sur les prêts agricoles</i> (LCPA), 2005-2006 à 2012-2013	23
Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type d'exploitation, Canada et provinces, 2009, 2010 et 2011	24
Tableau B.7 : Comparaison entre le prix moyen de certains engrais et carburants en Ontario et au Michigan/Ohio/Indiana, 2012 et 2013	29
Tableau B.8 : Comparaison entre le prix moyen de certains engrais et carburants au Manitoba et au Minnesota/Dakota du Nord, 2012 et 2013	29
Tableau B.9 : Comparaison entre le prix moyen de certains engrais et carburants en Saskatchewan et au Montana, 2012 et 2013	30
Tableau B.10 : Dépenses d'exploitation agricole, Canada, 2008-2012	30

SECTION C : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire

Tableau C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2006-2007 à 2013-2014	35
Tableau C.2 : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2010-2011 à 2013-2014	37
Tableau C.3 : Recherche et inspection liées au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2010-2011 à 2013-2014	43
Tableau C.4 : Dépenses publiques dans le secteur agroalimentaire en pourcentage du PIB agricole et du PIB agroalimentaire, Canada et provinces, 2009-2010 à 2012-2013	47
Tableau C.5 : Importance du PIB agroalimentaire et des dépenses publiques au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2010-2011 à 2013-2014	49

SECTION D : Estimations du soutien à l'agriculture

Tableau D.1 : Estimation du soutien à l'agriculture, Canada, 2010-2012	57
Tableau D.2 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2010-2012	58
Tableau D.3 : Estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2010 à 2012	59
Tableau D.4 : Transferts au titre d'un seul produit (TSP en pourcentage) pour certains pays de l'OCDE, 2010 à 2012	60
Tableau D.5 : Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) pour certains pays de l'OCDE, 2010-2012	60
Tableau D.6 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) pour certains pays de l'OCDE, 2010-2012.	61
Tableau D.7 : Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) pour certains pays de l'OCDE, 2010-2012	62
Tableau D.8 : Estimation du soutien total (EST) à l'agriculture pour certains pays de l'OCDE, 2010-2012	63

LISTE DES GRAPHIQUES

SECTION A. Revenu agricole

Graphique A.1(a) : Revenu monétaire net (dollars courants), Canada, 2003-2012	19
Graphique A.1(b) : Revenu monétaire net (dollars de 2007), Canada, 2003-2012	20

SECTION B. Situation financière

Graphique B.1 : Répartition de l'actif agricole selon la catégorie d'actifs, Canada, au 31 décembre, 2008-2012	19
Graphique B.2 : Répartition de la dette agricole selon la catégorie de prêteurs, Canada, au 31 décembre, 2008-2012	20
Graphique B.3 : Répartition des faillites agricoles par province, 2012	21
Graphique B.4 : Répartition provinciale du montant des prêts en cours de FAC, par province, au 31 mars 2013	22
Graphique B.5 : Répartition provinciale du montant des nouveaux prêts enregistrés en vertu de la LCPA, exercice 2012-2013	23
Graphique B.6 : Taux hypothécaire de FAC et taux d'intérêt préférentiel, 2004-2013.	28

SECTION C. Dépenses publiques au secteur agroalimentaire

Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2006-2007 à 2013-2014	35
Graphique C.2 : Dépenses publiques fédérales et provinciales par catégorie principale	36
Graphique C.3 : Dépenses publiques dans le secteur agroalimentaire en pourcentage du PIB agricole et du PIB agroalimentaire, 2012-2013 et 2013-2014	48

ABRÉVIATIONS

CCB	Commission canadienne du blé	LPAACFC	Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative
CNS	Coefficient nominal de soutien		
CSRN	Compte de stabilisation du revenu net	LPCA	Loi sur les programmes de commercialisation agricole
ESC	Estimation du soutien aux consommateurs	PCSRA	Programme canadien de stabilisation du revenu agricole
ESP	Estimation du soutien aux producteurs	PDF	Programme de données fiscales
ESSG	Estimation du soutien aux services d'intérêt général	PIB	Produit intérieur brut
EST	Estimation du soutien total	SEE	Société pour l'expansion des exportations
FAC	Financement agricole Canada	TSA	Transferts au titre d'un seul produit
LCPA	Programme de la Loi canadienne sur les prêts agricoles		

SIGNES CONVENTIONNELS

n.c.	non calculé
..	non disponible
x	confidentiel ou trop peu fiable pour être publié

INTRODUCTION

Ce recueil de données se divise en quatre sections : la section A renferme de l'information relative au revenu agricole; la section B traite de la situation financière des exploitations agricoles; la section C renferme des données sur les dépenses publiques pour le secteur agroalimentaire; la section D renferme de l'information sur les estimations du soutien aux producteurs. Des notes sur la méthodologie utilisée sont fournies à la fin de chaque section. Le présent document renferme les données les plus récentes concernant les principaux indicateurs économiques et financiers.

COORDONNÉES

SECTION A : Revenu agricole

Revenu agricole global

Robert Koroluk

Tél : 613-773-2428

Courriel : robert.koroluk@agr.gc.ca

Revenu agricole familial et revenu agricole à l'échelle de la ferme

Katrin Nagelschmitz

Tél : 613-773-2087

Courriel : katrin.nagelschmitz@agr.gc.ca

SECTION B : Situation financière

Dettes agricoles; faillites agricoles; prêts de Financement agricole Canada (FAC); *Loi canadienne sur les prêts agricoles* (LCPA); actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, en moyenne

Katrin Nagelschmitz

Tél : 613-773-2087

Courriel : katrin.nagelschmitz@agr.gc.ca

Le taux hypothécaire de FAC, les prix des engrais et des carburants, et les dépenses

Xianqiang Zhang

Tél : 613-773-2426

Courriel : xianqiang.zhang@agr.gc.ca

SECTION C : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire

Luc Tanguay

Tél : 613-773-2441

Courriel : luc.tanguay@agr.gc.ca

SECTION D : Estimations du soutien à l'agriculture

Luc Tanguay

Tél : 613-773-2441

Courriel : luc.tanguay@agr.gc.ca

SOMMAIRE

REVENU AGRICOLE, SITUATION FINANCIÈRE ET AIDE GOUVERNEMENTALE, RECUEIL DE DONNÉES

Le recueil de données « Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale » rassemble des séries de données historiques provenant de plusieurs sources en un document pratique pour les utilisateurs de données sur les principaux indicateurs économiques et financiers du secteur agricole. Le recueil donne une vue d'ensemble de la situation de l'agriculture primaire et des dépenses que font les gouvernements pour assurer le dynamisme et la compétitivité du secteur. Ce recueil fournit également des renseignements utiles sur l'aide publique versée au secteur et qui sont difficiles à obtenir autrement.

Les renseignements inclus dans le recueil sont fournis par plusieurs organisations d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et par d'autres ministères fédéraux. Ils sont aussi préparés en consultation avec les ministères provinciaux responsables de l'agriculture.

Le recueil de données est divisé en quatre sections. La section A présente des renseignements relatifs au revenu agricole. La section B contient des renseignements sur la situation financière des exploitations agricoles. La section C renferme des données sur les dépenses publiques au secteur agroalimentaire et la section D présente les estimations du soutien à l'agriculture. Des notes intégrées à la fin de chaque section fournissent des renseignements sur la méthodologie. Chaque édition du recueil présente les données les plus récentes sur les principaux indicateurs économiques et financiers.

POINTS SAILLANTS

Section A - Revenu agricole

- En 2012, les recettes tirées des productions végétales et animales ont totalisé 50,7 milliards de dollars, soit le niveau le plus élevé depuis les 10 dernières années (2003-2012). L'augmentation des recettes tirées du marché en 2012 est attribuable aux recettes élevées des productions végétales (29,9 milliards de dollars) et des productions animales (20,9 milliards de dollars), lesquelles ont atteint leur plus haut niveau en 10 ans.
- En 2012, le revenu monétaire net s'est chiffré à 13,3 milliards de dollars, ce qui représente le niveau le plus élevé entre 2003 et 2012 et qui dépasse le dernier record de 11,3 milliards de dollars établi en 2011. À titre de comparaison, le revenu monétaire net le plus faible au cours de la même période était de 5,0 milliards de dollars,

lequel s'est établi en 2003 alors qu'il y avait une écloison d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) dans le cheptel bovin canadien.

- Les paiements des programmes sont passés de 3,5 milliards de dollars en 2011 à 3,4 milliards de dollars en 2012. De manière générale, les revenus élevés réalisés entre 2008 et 2012 grâce aux conditions favorables des marchés a réduit les besoins en matière de paiements de programmes.
- Les résultats provisoires pour 2012 montrent qu'avec des revenus d'exploitation moyens de 538 372 \$, Terre-Neuve-et-Labrador est la province où l'on retrouve les plus grandes entreprises agricoles. C'est en Saskatchewan que l'on retrouve les exploitations agricoles les plus petites, avec des revenus d'exploitation moyens atteignant 297 971 \$ en 2012. À l'échelle nationale, les entreprises agricoles enregistraient en moyenne des revenus d'exploitation de 375 441 \$ et des dépenses d'exploitation de 307 808 \$ en 2012, ce qui représente un bénéfice net d'exploitation moyen de 67 633 \$. Il s'agit d'une augmentation de 8 % par rapport au bénéfice net d'exploitation moyen enregistré l'année précédente, lequel se chiffrait à 62 840 \$.
- Le bénéfice net d'exploitation varie considérablement selon le type d'exploitation agricole. En 2012, les producteurs de pommes de terre ont enregistré le bénéfice net d'exploitation moyen le plus élevé (199 147 \$). Le bénéfice net d'exploitation moyen des producteurs de céréales et d'oléagineux s'est chiffré à 89 433 \$; 58 070 \$ pour les producteurs de légumes et de melons ; 49 365 \$ pour les producteurs de fruits et de noix ; 15 530 \$ pour les éleveurs de bovins. Les éleveurs de porcs ont réalisé un bénéfice net d'exploitation moyen de 118 783 \$, ce qui représente une hausse de 25 % par rapport à l'année précédente.

Section B - Situation financière des exploitations agricoles

- Les agriculteurs contractent des dettes pour assumer des obligations financières à court terme, pour investir dans leur exploitation et pour tirer profit de nouveaux débouchés commerciaux. En 2012, la dette agricole totale au Canada s'élevait à 72,6 milliards de dollars.
- Seulement 46 exploitations agricoles ont déclaré faillite en 2012, comparativement à 67 l'année précédente. Le Québec (14 faillites), l'Ontario (12 faillites) et le Manitoba

(7 faillites) sont les provinces ayant enregistré le nombre le plus élevé de faillites. Le nombre de faillites agricoles suit une tendance à la baisse depuis 1998.

- Financement agricole Canada (FAC) a approuvé 47 046 nouveaux prêts en 2012-2013. Le montant moyen des prêts approuvés par FAC s'est élevé à 162 406 \$ en 2012-2013.
- Au total, 1 823 nouveaux prêts ont été enregistrés en vertu de la *Loi canadienne sur les prêts agricoles* (anciennement la *Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative*) en 2012-2013. Environ quatre nouveaux prêts sur cinq ont été octroyés à la Saskatchewan.
- Dans l'ensemble, les agriculteurs ont affiché un bilan financier solide en 2011, soit l'année la plus récente pour laquelle les données sont disponibles. En moyenne, les exploitations agricoles canadiennes ont déclaré 2,0 millions de dollars d'actifs et 0,4 million de dollars de dettes, totalisant un avoir net de 1,7 million de dollars. On observe des variations considérables selon le type d'exploitation. L'avoir net moyen est de: 4,3 millions de dollars pour les élevages avicoles; 3,1 millions pour les producteurs de pommes de terre; 2,8 millions pour les fermes laitières; 1,9 million pour les exploitations céréalières; 1,9 million pour les élevages de porcs; 1,1 million pour les élevages de bovins de boucherie. Les exploitations de la Colombie-Britannique ont déclaré les actifs les plus élevés au Canada, soit 2,6 millions de dollars, suivies de l'Alberta avec des actifs totalisant 2,4 millions de dollars. Les exploitations de l'Alberta et de la Colombie-Britannique ont enregistré les valeurs nettes moyennes les plus élevées, soit 2,1 millions de dollars dans chacune des provinces.
- À l'automne 2013, l'ammoniac anhydre coûtait en moyenne 1 157 \$ la tonne en Ontario, 753 \$ la tonne au Manitoba et 806 \$ la tonne en Saskatchewan. Les agriculteurs de l'Ontario ont payé l'ammoniac anhydre plus cher que les ceux des États américains voisins tandis que les agriculteurs du Manitoba l'ont payé moins cher que ceux du Minnesota et du Dakota du Nord. Les agriculteurs de la Saskatchewan ont payé un prix plus faible pour le diesel que leurs homologues de l'Ontario et du Manitoba. Les agriculteurs de l'Ontario et du Manitoba se sont procurés du diesel et de l'essence à un prix plus élevé que leurs voisins américains.
- Les dépenses totales liées à l'exploitation agricole ont augmenté de 6 % par rapport à l'année précédente pour s'établir à 47,0 milliards de dollars en 2012. Près de la moitié de cette hausse est attribuable à la hausse du coût des engrais et des aliments commerciaux.

Section C - Dépenses publiques au secteur agroalimentaire

- Le total des dépenses gouvernementales consacrées au soutien du secteur agricole et agroalimentaire a diminué de 0,3 % en 2012-2013, passant à 6,62 milliards de dollars. Les dépenses fédérales ont diminué de 0,7 % pour s'établir à 3,36 milliards de dollars alors que les dépenses provinciales se sont accrues de 0,2 % pour s'établir à 3,26 milliards de dollars.
- Il est prévu que les dépenses fédérales diminueront pour s'établir à 3,18 milliards de dollars et que les dépenses provinciales baisseront pour s'établir à 3,06 milliards de dollars en 2013-2014. Les dépenses totales devraient diminuer de 5,6 % pour s'établir à 6,25 milliards de dollars.
- En 2012-2013, les paiements de programmes fédéraux, lesquels sont composés principalement des paiements versés directement aux producteurs, devraient diminuer par rapport à l'exercice précédent et totaliser 1,32 milliard de dollars. Ces paiements devraient également diminuer en 2013-2014 pour s'établir à 1,16 milliard de dollars. Au cours de la même période, les paiements de programmes provinciaux devraient diminuer en 2012-2013 pour s'établir à 1,61 milliard de dollars et également diminuer en 2013-2014 pour s'établir à 1,48 milliard de dollars.
- En 2012-2013, les catégories affichant les dépenses les plus élevées sont les paiements de programmes ainsi que la recherche et l'inspection. Ces deux catégories représentent respectivement 73 % et 56 % des dépenses fédérales et provinciales. Cependant, la part des dépenses consacrées à la recherche et à l'inspection est de 36 % à l'échelon fédéral et de 11 % à l'échelon provincial.

Section D - Estimation du soutien au secteur agricole

- Exprimée en pourcentage des recettes agricoles brutes, l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) au Canada a diminué, passant de 15 % en 2011 à 14 % en 2012.
- De 2011 à 2012, le niveau de soutien exprimé en pourcentage des recettes agricoles brutes a augmenté dans l'Union européenne (de 18 % à 19 %) tandis qu'il a diminué aux États-Unis (de 8 % à 7 %) et au Mexique (de 13 % à 12 %). Il est demeuré inchangé en Australie (3 %) et en Nouvelle-Zélande (1 %).
- En 2012, les transferts au titre d'un seul produit (TSA) au Canada ont représenté 80 % de l'ESP totale, ce qui est élevé par rapport à l'Union européenne (24 %) et aux États-Unis (34 %). Le résultat du Canada peut s'expliquer par le niveau élevé de soutien apporté au secteur laitier par le biais du soutien des prix du marché.



SECTION A

Revenu agricole

Tableau A.1 : Recettes monétaires, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 2003-2012

	T.-N.-L.-	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
	- millions de \$ -										
Recettes des cultures											
2003	16	219	147	195	1 412	3 663	1 703	2 816	2 027	1 114	13 312
2004	16	186	141	178	1 449	3 558	1 812	3 255	2 656	1 169	14 420
2005	14	197	139	188	1 491	3 606	1 300	3 169	2 431	1 077	13 612
2006	17	234	150	223	1 581	3 794	1 291	3 690	2 641	1 108	14 729
2007	18	236	123	207	1 690	4 125	2 223	5 228	3 484	1 113	18 448
2008	15	241	125	221	2 160	4 605	2 777	7 017	4 738	1 115	23 016
2009	18	256	123	249	2 140	4 725	2 816	7 298	4 417	1 172	23 214
2010	18	252	129	236	2 111	5 203	2 683	6 675	3 784	1 210	22 302
2011	17	318	139	270	2 421	5 507	2 550	8 189	5 190	1 237	25 838
2012	17	318	153	253	2 649	6 700	2 749	9 202	6 483	1 355	29 878
Recettes du bétail											
2003	64	114	259	204	3 643	4 159	1 522	1 339	3 707	1 074	16 085
2004	70	123	290	208	4 018	4 365	1 615	1 447	3 914	1 004	17 056
2005	74	129	300	209	4 011	4 495	1 832	1 783	4 358	1 192	18 384
2006	79	121	303	204	3 869	4 350	1 801	1 724	4 193	1 133	17 776
2007	87	127	318	219	4 096	4 550	1 753	1 705	4 301	1 172	18 328
2008	93	120	349	224	4 321	4 792	1 716	1 730	4 266	1 298	18 911
2009	89	119	324	223	4 242	4 591	1 651	1 484	4 080	1 252	18 055
2010	99	125	355	217	4 485	4 716	1 748	1 530	4 400	1 213	18 888
2011	101	133	373	245	4 890	5 244	1 920	1 638	4 450	1 302	20 297
2012	112	142	419	252	4 931	5 302	1 934	1 687	4 698	1 391	20 869
Recettes totales du marché											
2003	81	333	405	400	5 054	7 822	3 224	4 155	5 734	2 189	29 397
2004	86	342	437	403	5 430	8 028	3 318	4 263	5 941	2 118	30 368
2005	90	315	441	387	5 460	8 053	3 644	5 038	7 014	2 361	32 804
2006	92	318	442	392	5 360	7 956	3 100	4 893	6 624	2 210	31 388
2007	103	361	469	442	5 677	8 345	3 044	5 395	6 942	2 279	33 057
2008	111	357	472	431	6 011	8 917	3 940	6 958	7 750	2 412	37 359
2009	105	360	449	444	6 402	9 196	4 428	8 501	8 818	2 368	41 071
2010	117	382	477	466	6 625	9 442	4 564	8 829	8 816	2 385	42 102
2011	120	385	502	482	7 001	10 447	4 604	8 313	8 234	2 512	42 599
2012	129	460	573	505	7 580	12 002	4 682	10 889	11 181	2 746	50 747
Paiements des programmes											
2002	1	23	16	12	875	585	308	1 600	1 368	59	4 848
2003	1	40	25	36	835	674	430	1 190	1 443	188	4 862
2004	1	46	27	40	749	800	699	1 323	1 117	120	4 923
2005	1	21	15	34	858	662	626	1 267	945	105	4 534
2006	1	21	18	31	1 134	598	413	871	907	96	4 089
2007	1	33	14	31	1 092	649	350	680	1 174	108	4 133
2008	0	36	16	30	1 060	369	386	462	830	102	3 290
2009	1	33	13	24	617	287	349	912	817	82	3 135
2010	1	33	16	25	656	283	500	1 218	681	66	3 477
2011	1	21	10	32	769	309	496	949	769	86	3 442
Recettes monétaires totales											
2003	81	355	422	412	5 929	8 408	3 532	5 755	7 102	2 248	34 245
2004	88	350	457	422	6 302	8 597	3 858	5 892	8 013	2 360	36 338
2005	89	372	466	438	6 251	8 901	3 831	6 275	7 906	2 389	36 919
2006	96	377	468	460	6 308	8 806	3 717	6 682	7 779	2 346	37 039
2007	106	385	459	457	6 920	9 273	4 389	7 804	8 692	2 381	40 866
2008	109	394	489	477	7 573	10 047	4 844	9 427	10 179	2 522	46 060
2009	108	411	463	502	7 443	9 685	4 853	9 244	9 326	2 525	44 560
2010	117	410	496	477	7 213	10 207	4 781	9 117	9 001	2 505	44 325
2011	119	485	528	540	7 967	11 034	4 970	11 044	10 321	2 605	49 612
2012	130	481	582	537	8 349	12 311	5 178	11 838	11 951	2 832	54 189

Sources : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0001 - Recettes monétaires et Tableau 002-0009 - Revenu agricole net.

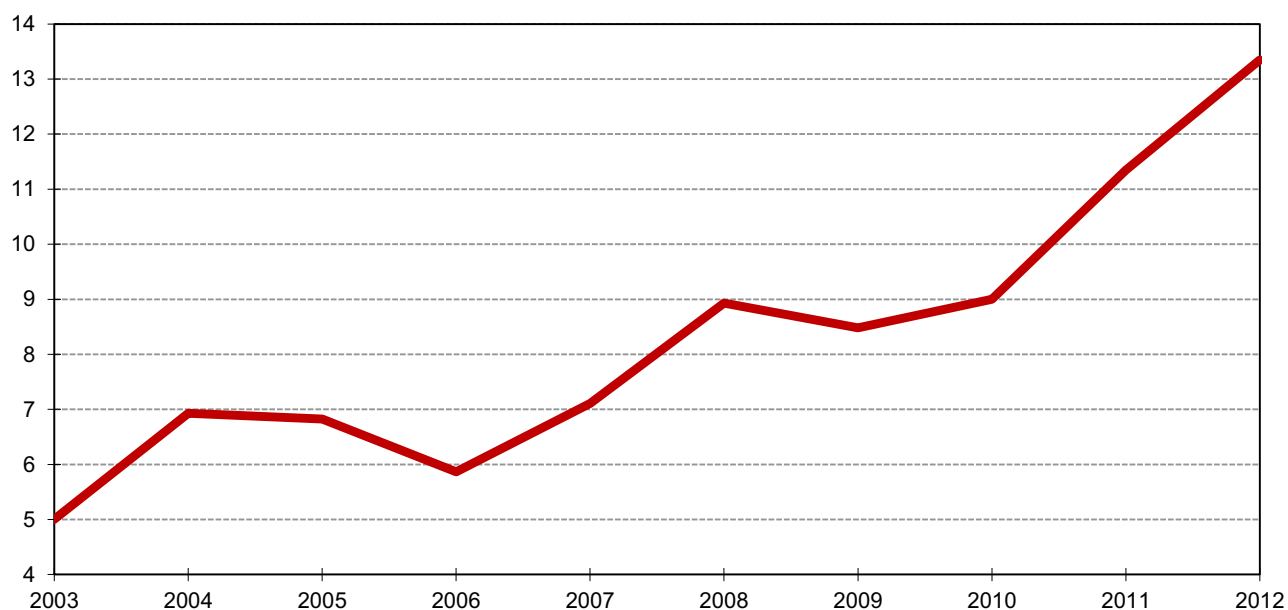
Tableau A.1 : Recettes monétaires, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 2003-2012 (suite)

	T.-N.-L.-	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
	- millions de \$ -										
Dépenses d'exploitation nettes											
2003	75	298	366	349	4 777	7 169	3 040	4 929	6 324	1 917	29 243
2004	78	305	365	351	4 925	7 224	3 099	4 888	6 235	1 937	29 407
2005	79	307	367	360	4 875	7 359	3 011	5 132	6 569	2 037	30 096
2006	85	317	382	377	5 088	7 573	3 223	5 301	6 756	2 070	31 171
2007	95	329	400	391	5 590	8 050	3 551	5 927	7 227	2 195	33 756
2008	102	348	431	411	5 940	8 553	3 999	6 880	8 071	2 392	37 128
2009	104	361	420	418	5 817	8 466	3 869	6 661	7 702	2 262	36 079
2010	103	348	422	408	5 499	8 392	3 776	6 380	7 735	2 261	35 324
2011	109	367	442	426	6 024	8 869	3 950	7 221	8 492	2 366	38 265
2012	115	382	469	439	6 220	9 320	4 312	7 929	9 221	2 433	40 841
Revenu monétaire net											
2003	6	58	56	63	1 153	1 239	492	826	778	331	5 002
2004	9	45	92	70	1 378	1 373	758	1 004	1 778	423	6 931
2005	10	65	100	77	1 377	1 542	820	1 143	1 337	353	6 823
2006	11	60	86	84	1 220	1 234	495	1 380	1 023	276	5 868
2007	11	56	59	66	1 330	1 223	838	1 877	1 465	186	7 109
2008	8	46	57	65	1 633	1 494	845	2 547	2 107	130	8 932
2009	3	49	43	84	1 626	1 219	985	2 583	1 624	264	8 481
2010	14	63	74	69	1 715	1 815	1 004	2 738	1 266	244	9 001
2011	10	117	86	115	1 943	2 165	1 020	3 824	1 829	239	11 346
2012	15	99	113	98	2 128	2 991	866	3 909	2 730	399	13 348
Revenu net réalisé											
2003	0	20	7	17	562	189	52	-124	-358	81	446
2004	3	6	42	23	795	328	317	41	649	163	2 366
2005	3	25	47	27	735	446	369	179	169	79	2 079
2006	4	19	34	33	569	120	37	420	-161	-25	1 047
2007	4	16	6	13	649	86	375	871	234	-136	2 118
2008	0	6	2	14	924	326	358	1 508	833	-216	3 754
2009	-4	8	-16	30	868	10	468	1 455	295	-92	3 023
2010	6	22	16	17	962	611	478	1 578	-50	-110	3 532
2011	2	75	25	62	1 150	889	458	2 545	445	-129	5 521
2012	7	55	52	45	1 307	1 652	283	2 570	1 279	23	7 273
Revenu net total											
2003	1	16	6	12	676	212	452	691	583	125	2 775
2004	4	11	39	14	913	643	248	863	1 156	136	4 026
2005	4	4	47	37	682	435	126	755	456	34	2 579
2006	4	47	32	57	470	-11	323	-161	-448	-64	251
2007	3	-9	6	1	731	-143	272	479	-55	-154	1 130
2008	-1	-21	1	-6	754	370	879	3 717	1 571	-252	7 014
2009	-4	5	-26	33	791	10	501	1 983	-329	-117	2 847
2010	6	39	16	27	984	527	-85	746	272	-119	2 413
2011	1	62	26	11	1 140	1 240	-35	2 715	954	-75	6 039
2012	5	70	52	73	1 313	1 472	975	2 327	825	11	7 123

Sources : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0001 - Recettes monétaires et Tableau 002-0009 - Revenu agricole net.

Graphique A.1(a) : Revenu monétaire net (dollars courants), Canada, 2003-2012

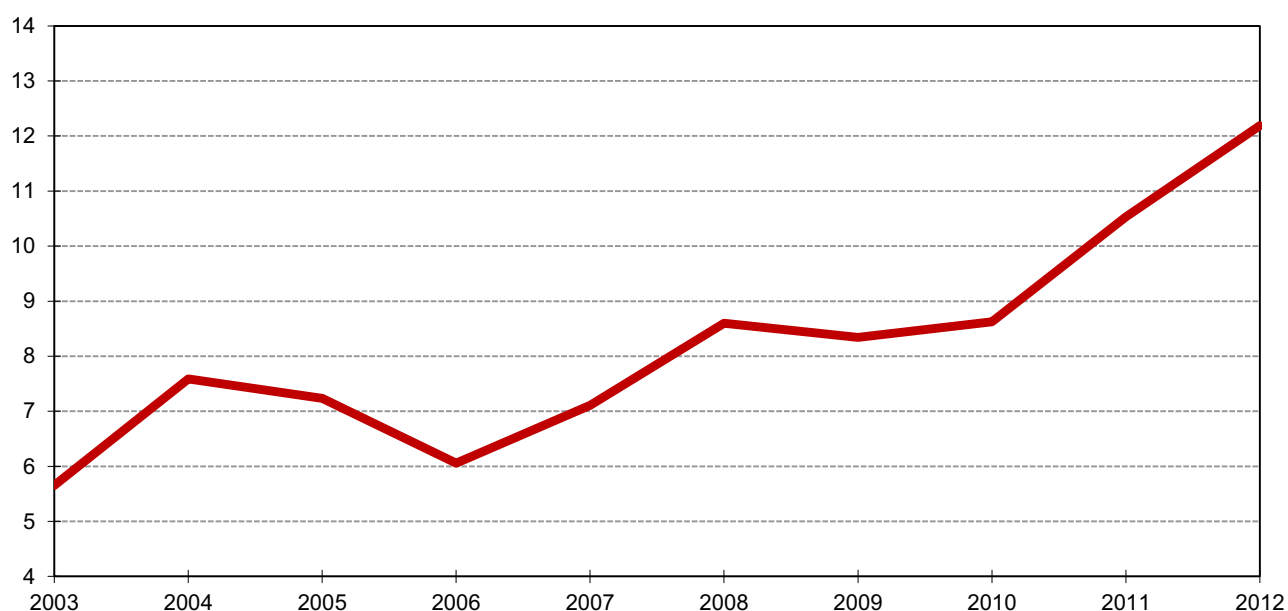
milliards de \$



Sources : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0009 - Revenu agricole net.

Graphique A.1(b) : Revenu monétaire net (dollars de 2007), Canada, 2003-2012

milliards de \$



Sources : Statistique Canada, CANSIM, tableau 002-0009 - Revenu agricole net, tableau 380-0066 - Indices des prix, produit intérieur et calculs effectués par Agriculture et agroalimentaire Canada.

Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 2007-2012

	T.-N.-L.-	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
	- millions de \$ -										
2007											
Assurance-production ¹	0	6	2	7	62	81	67	120	209	12	566
PCSRA	0	7	5	14	176	201	139	214	310	44	1 111
Agri-stabilité	0	0	1	2	8	0	29	3	0	1	43
CSRN	0	3	2	3	6	63	37	95	57	6	272
Prog. provinciaux de stabilisation	0	0	0	0	838	40	0	0	0	0	878
Autres paiements ²	0	5	8	4	45	213	141	438	331	33	1 219
Paiements totaux avant rabais	1	21	18	31	1 134	598	413	871	907	96	4 089
Rabais sur intrants	0	0	1	0	3	5	28	0	14	0	51
Paiements totaux	1	22	18	31	1 138	603	441	871	921	96	4 140
Primes des producteurs	0	3	1	3	270	53	88	247	175	4	843
2008											
Assurance-production ¹	0	9	1	10	43	68	78	94	262	31	598
PCSRA	1	8	2	7	132	100	75	123	605	36	1 089
Agri-stabilité	0	4	3	7	200	167	89	45	63	13	592
Agri-investissement ³	0	4	2	3	46	71	40	63	61	14	306
CSRN	0	3	2	3	5	54	33	85	49	6	240
Prog. provinciaux de stabilisation	0	0	0	0	644	11	0	0	0	0	655
Autres paiements ²	0	4	3	1	22	177	35	270	134	8	653
Paiements totaux avant rabais	1	33	14	31	1 092	649	350	680	1 174	108	4 133
Rabais sur intrants	0	0	1	0	4	5	30	0	12	0	52
Paiements totaux	1	33	15	31	1 096	654	381	680	1 185	108	4 185
Primes des producteurs	0	4	1	3	181	80	116	349	251	6	990
2009											
Assurance-production ¹	0	24	2	12	116	53	128	100	358	17	810
PCSRA	0	0	1	1	23	9	8	9	122	13	186
Agri-stabilité	0	6	8	13	190	182	134	66	141	50	790
Agri-investissement ³	0	4	2	3	35	63	50	112	78	11	358
CSRN	0	2	2	2	4	46	28	72	40	5	202
Prog. provinciaux de stabilisation	0	0	0	0	689	7	0	0	0	0	696
Autres paiements ²	0	0	0	0	3	9	38	104	90	5	250
Paiements totaux avant rabais	0	36	16	30	1 060	369	386	462	830	102	3 290
Rabais sur intrants	0	1	1	0	2	5	33	0	8	0	48
Paiements totaux	0	36	17	30	1 062	374	419	462	837	102	3 338
Primes des producteurs	0	5	1	3	293	75	115	338	253	7	1 091

Source : Statistique Canada, n° 21-015-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles, novembre 2013.

¹ Exclut l'assurance privée contre la grêle.² La catégorie *Autres paiements* comprend les paiements de programmes tels l'assurance-grêle privée et les programmes d'aide spéciale.³ Inclut les paiements dans le cadre du Programme de démarrage.

Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 2007-2012 (suite)

	T.-N.-L.-	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
	- millions de \$ -										
2010											
Assurance-production ¹	0	17	2	14	87	50	169	320	469	28	1 157
PCSRA	0	1	0	1	4	1	-1	7	0	1	13
Agri-stabilité	0	11	9	6	268	154	92	113	136	44	834
Agri-investissement	0	3	1	2	61	63	38	82	72	6	328
Prog. provinciaux de stabilisation	0	0	0	0	195	15	0	0	0	0	210
Autres paiements ²	0	2	0	1	2	2	51	390	141	3	593
Paiements totaux avant rabais	1	33	13	24	617	287	349	912	817	82	3 135
Rabais sur intrants	0	1	1	0	1	4	32	0	4	0	42
Paiements totaux	1	34	13	24	618	292	382	912	821	82	3 177
Primes des producteurs	0	6	1	3	88	74	110	320	275	6	883
2011											
Assurance-production ¹	0	20	2	9	36	60	313	528	330	12	1 309
Agri-stabilité	0	8	11	11	139	65	75	196	198	38	741
Agri-investissement	0	5	3	3	62	75	56	119	90	12	425
Prog. provinciaux de stabilisation	0	0	0	0	391	68	0	0	0	0	459
Autres paiements ²	0	0	0	2	28	15	56	375	63	4	543
Paiements totaux avant rabais	1	33	16	25	656	283	500	1 218	681	66	3 477
Rabais sur intrants	0	1	1	0	0	4	35	0	2	0	43
Paiements totaux	1	34	17	25	656	287	535	1 218	684	66	3 520
Primes des producteurs	0	8	1	3	231	50	105	379	319	6	1 103
2012											
Assurance-production ¹	0	12	1	10	30	94	221	369	482	13	1 233
Agri-stabilité	1	5	6	12	73	49	179	291	90	59	764
Agri-investissement	0	3	2	3	127	67	43	121	75	11	452
Prog. provinciaux de stabilisation	0	0	0	0	424	80	0	0	0	0	504
Autres paiements ²	0	0	0	8	115	19	52	168	122	4	488
Paiements totaux avant rabais	1	21	10	32	769	309	496	949	769	86	3 442
Rabais sur intrants	0	0	1	0	1	4	39	0	1	8	54
Paiements totaux	1	21	10	32	770	313	534	949	771	94	3 496
Primes des producteurs	0	8	1	4	182	79	144	450	360	6	1 234

Source : Statistique Canada, n° 21-015-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles, novembre 2013.

¹ Exclut l'assurance privée contre la grêle.² La catégorie *Autres paiements* comprend les paiements de programmes tels l'assurance-grêle privée et les programmes d'aide spéciale.³ Inclut les paiements dans le cadre du Programme de démarrage.

Tableau A.3 : Total des revenus d'exploitation, total des dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme, Canada et provinces, 2010-2012

Province	2010	2011	2012 Provisoires	12/11
	- Dollars par exploitation -			%
Terre-Neuve-et-Labrador				
Revenus d'exploitation	632 882	571 244	538 372	-6 %
Dépenses d'exploitation	541 550	494 692	456 222	-8 %
Bénéfice net d'exploitation	91 332	76 551	82 150	7 %
Île-du-Prince-Édouard				
Revenus d'exploitation	422 152	476 635	504 141	6 %
Dépenses d'exploitation	368 175	393 269	430 274	9 %
Bénéfice net d'exploitation	53 976	83 366	73 868	-11 %
Nouvelle-Écosse				
Revenus d'exploitation	335 711	318 903	332 712	4 %
Dépenses d'exploitation	282 370	273 063	286 544	5 %
Bénéfice net d'exploitation	53 342	45 840	46 168	1 %
Nouveau-Brunswick				
Revenus d'exploitation	423 241	411 116	415 478	1 %
Dépenses d'exploitation	360 786	347 181	356 712	3 %
Bénéfice net d'exploitation	62 455	63 936	58 767	-8 %
Québec				
Revenus d'exploitation	369 002	410 382	436 135	6 %
Dépenses d'exploitation	310 522	347 572	361 799	4 %
Bénéfice net d'exploitation	58 480	62 809	74 336	18 %
Ontario				
Revenus d'exploitation	316 012	346 839	348 883	1 %
Dépenses d'exploitation	269 331	290 623	290 449	0 %
Bénéfice net d'exploitation	46 681	56 216	58 434	4 %
Manitoba				
Revenus d'exploitation	344 249	396 491	415 736	5 %
Dépenses d'exploitation	284 150	316 286	351 984	11 %
Bénéfice net d'exploitation	60 099	80 205	63 752	-21 %
Saskatchewan				
Revenus d'exploitation	241 410	282 282	297 971	6 %
Dépenses d'exploitation	183 753	210 318	222 885	6 %
Bénéfice net d'exploitation	57 656	71 964	75 086	4 %
Alberta				
Revenus d'exploitation	322 947	368 369	413 503	12 %
Dépenses d'exploitation	281 949	310 848	338 606	9 %
Bénéfice net d'exploitation	40 998	57 521	74 897	30 %
Colombie-Britannique				
Revenus d'exploitation	351 395	412 489	419 329	2 %
Dépenses d'exploitation	312 742	360 904	376 000	4 %
Bénéfice net d'exploitation	38 653	51 585	43 329	-16 %
Canada				
Revenus d'exploitation	315 165	355 588	375 441	6 %
Dépenses d'exploitation	264 631	292 748	307 808	5 %
Bénéfice net d'exploitation	50 534	62 840	67 633	8 %

Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0044.

Tableau A.4 : Total des revenus d'exploitation, total des dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme et par type d'exploitation, Canada, 2010-2012

Type de ferme	2010	2011	2012 Provisoires	12/11
	- Dollars par exploitation -			%
Élevage de bovins laitiers et production laitière				
Revenus d'exploitation	536 042	566 814	597 289	5 %
Dépenses d'exploitation	404 905	426 318	457 903	7 %
Bénéfice net d'exploitation	131 137	140 496	139 386	-1 %
Élevage de bovins de boucherie				
Revenus d'exploitation	214 596	250 334	286 801	15 %
Dépenses d'exploitation	203 315	238 130	271 271	14 %
Bénéfice net d'exploitation	11 280	12 205	15 530	27 %
Élevage de porcs				
Revenus d'exploitation	1 367 521	1 772 561	1 870 762	6 %
Dépenses d'exploitation	1 291 898	1 677 687	1 751 978	4 %
Bénéfice net d'exploitation	75 623	94 874	118 783	25 %
Élevage de volailles et production d'oeufs				
Revenus d'exploitation	1 092 018	1 189 847	1 183 309	-1 %
Dépenses d'exploitation	925 223	1 007 245	996 850	-1 %
Bénéfice net d'exploitation	166 795	182 602	186 459	2 %
Culture de plantes oléagineuses et de céréales				
Revenus d'exploitation	262 803	308 837	328 192	6 %
Dépenses d'exploitation	200 464	222 759	238 759	7 %
Bénéfice net d'exploitation	62 339	86 078	89 433	4 %
Culture de pommes de terre				
Revenus d'exploitation	1 154 731	1 223 393	1 313 357	7 %
Dépenses d'exploitation	952 594	997 301	1 114 210	12 %
Bénéfice net d'exploitation	202 137	226 092	199 147	-12 %
Culture de fruits et de noix				
Revenus d'exploitation	235 972	242 696	272 173	12 %
Dépenses d'exploitation	211 143	212 345	222 808	5 %
Bénéfice net d'exploitation	24 828	30 351	49 365	63 %
Autres cultures de légumes et de melons				
Revenus d'exploitation	452 486	481 895	441 884	-8 %
Dépenses d'exploitation	387 188	417 673	383 814	-8 %
Bénéfice net d'exploitation	65 298	64 222	58 070	-10 %
Culture en serre et en pépinière et floriculture				
Revenus d'exploitation	1 065 722	1 065 658	1 154 798	8 %
Dépenses d'exploitation	948 085	963 399	1 054 675	9 %
Bénéfice net d'exploitation	117 637	102 258	100 123	-2 %
Tous les types de fermes				
Revenus d'exploitation	315 165	355 588	375 441	6 %
Dépenses d'exploitation	264 631	292 748	307 808	5 %
Bénéfice net d'exploitation	50 534	62 840	67 633	8 %

Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0044.

Méthodologie relative au revenu agricole

Tableau A.1 : Recettes monétaires, dépenses et revenus agricoles

Le *revenu monétaire net* (revenus bruts moins les frais d'amortissement) est une mesure des liquidités des entreprises agricoles provenant de la production de denrées agricoles. Il représente les sommes disponibles pour le remboursement de dettes, les investissements ou les retraits par le propriétaire durant une année donnée, peu importe l'année au cours de laquelle les denrées ont été produites. Le *revenu net réalisé* mesure les flux financiers tant monétaires (revenu comptant) que non monétaires (dépréciation et revenu en nature) des exploitations agricoles. Il représente le revenu agricole net d'une année donnée, peu importe l'année au cours de laquelle les denrées ont été produites. Le *revenu net total* mesure les flux financiers et les variations de stocks des exploitations agricoles. Il évalue la production économique agricole de l'année au cours de laquelle les biens agricoles ont été produits. Il représente le revenu provenant du capital du propriétaire, de la main-d'œuvre impayée, de la gestion et du risque.

Les recettes tirées des cultures et du bétail ne comprennent que les recettes provenant de la vente de produits agricoles par les filières commerciales et exclut les ventes directes entre producteurs à l'intérieur d'une même province.

Les paiements des programmes comprennent les paiements bruts versés directement aux producteurs dans le cadre de programmes fédéraux, provinciaux et municipaux. Les paiements représentent les montants effectivement reçus par les producteurs au cours d'une année civile, sauf certains programmes de la catégorie « Autres paiements » qui correspondent à une année financière ou à une année-récolte. Les paiements sont attribués à l'année au cours de laquelle ils sont effectivement reçus par les producteurs.

Les paiements du CSRN ne représentent que les retraits des producteurs du Fonds 2 (fonds gouvernemental). Les soldes importants accumulés dans le Fonds 1 (fonds des producteurs) ne sont pas compris.

Les dépenses d'exploitation comprennent tous les frais engagés dans le cadre de la production de denrées agricoles occasionnés par l'achat de biens et de services qui n'ont pas été produits par le secteur agricole d'une même province.

Les dépenses d'exploitation comprennent certains paiements d'aide du gouvernement tels les programmes de crédits provinciaux, dans la mesure où ils réduisent le coût des intrants. Les primes payées par les producteurs pour bénéficier des divers programmes d'assurance font aussi partie des dépenses.

Graphique A.1(a) et (b) : Revenu agricole au Canada en dollars courants et en dollars de 2007

Les revenus réels sont exprimés en dollars de 2007. L'indice implicite des prix du produit intérieur brut (déflateur du PIB, 2007 = 100) est utilisé comme déflateur.

Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs

Les paiements des programmes englobent les paiements/indemnités bruts versés directement aux producteurs dans le cadre de programmes législatifs comme d'Agri-stabilité, de même que dans le cadre de programmes provinciaux de stabilisation du revenu et d'autres programmes spéciaux d'aide au revenu comme l'aide spéciale accordée aux victimes de la sécheresse.

Les indemnités d'Assurance-production comprennent uniquement celles des programmes publics; les indemnités de l'assurance-grêle privée sont exclues. Ces dernières sont comprises dans la catégorie « autres paiements ».

Les producteurs contribuent aussi aux programmes gouvernementaux en versant des primes au titre des programmes comme le programme d'Assurance-production et les programmes provinciaux de stabilisation du revenu.

Tableau A.3 et Tableau A.4 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, par ferme et par province (A.3), et par type d'exploitation (A.4)

Les estimations du revenu agricole du Programme des données fiscales (PDF) sont calculées à partir d'un échantillon de déclarants dont le revenu agricole brut était positif ou dont le revenu agricole net tiré d'un travail autonome était différent de zéro, selon leur déclaration d'impôt sur le revenu. Pour les exploitations agricoles constituées en société, la base d'échantillonnage est formée de toutes les sociétés agricoles à l'intérieur des 10 provinces et des territoires qui sont considérées comme étant des exploitations agricoles selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Selon le SCIAN, les exploitations agricoles sont celles dont 50 % ou plus des ventes proviennent d'activités agricoles. Aux fins des tableaux statistiques, on a exclu les fermes non constituées en société dont les recettes agricoles étaient inférieures à 10 000 \$.

Les estimations du revenu agricole du PDF diffèrent des estimations officielles sur les recettes monétaires agricoles et les dépenses publiées dans la base de données de CANSIM de Statistique Canada (Tableau 002-0001 - Recettes monétaires agricoles, et Tableau 002-0005 - Dépenses d'exploitation agricole et frais d'amortissement). Pour de plus

amples renseignements concernant ces différences, veuillez consulter le document intitulé « Pour comprendre les mesures du revenu agricole » d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et de Statistique Canada (n° 21-525 au catalogue).

Par revenus d'exploitation, on entend les recettes tirées de la vente de produits agricoles ainsi que les paiements des programmes agricoles et les indemnités d'assurance. Les recettes provenant de la vente des produits de la forêt sont également incluses.

Les dépenses d'exploitation font référence aux coûts des entreprises avant amortissement qui sont assumés par les exploitants agricoles pour l'achat de biens et de services utilisés dans la production de denrées agricoles.

Les ventes et les achats des exploitations agricoles entre elles sont inclus à la fois dans les revenus d'exploitation et dans les dépenses d'exploitation.

Le type d'exploitation a été déterminé en se fondant sur les ventes des produits agricoles exprimées en pourcentage. Ainsi, l'activité principale de l'exploitation est déterminée par le produit ou le groupe de produits générant 50 % ou plus du total des ventes. On se sert maintenant du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) pour le classement selon le type d'exploitation.

Pour une description détaillée de la méthodologie utilisée, prière de se reporter à la *Base de données complètes sur les exploitations agricoles, Manuel de référence*, de Statistique Canada (n° 21F0005GPF au catalogue).



SECTION B

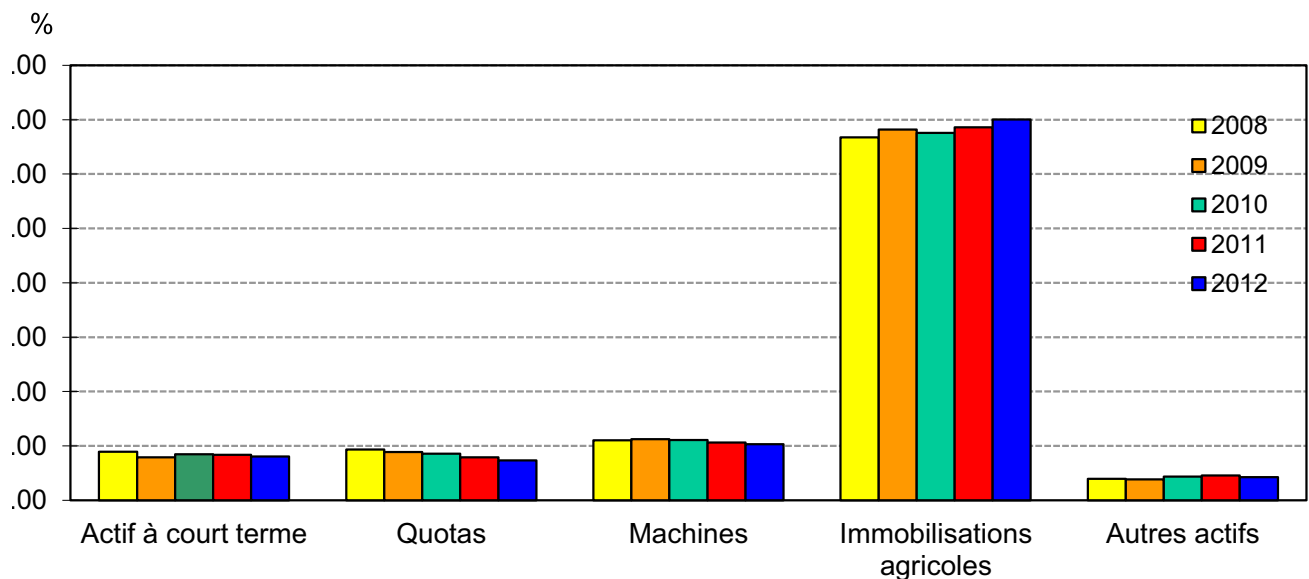
Situation financière

Tableau B.1 : Actif agricole, Canada et provinces, au 31 décembre, 2003-2012

	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
- millions de \$ -											
2003	285	1 966	2 211	2 073	32 354	66 068	17 919	37 077	62 607	18 339	240 899
2004	288	1 930	2 321	2 117	34 192	69 503	18 138	37 065	67 557	20 326	253 437
2005	313	2 033	2 352	2 214	35 571	71 126	18 323	38 508	73 036	23 098	266 575
2006	347	2 049	2 404	2 257	36 152	73 700	19 176	39 419	78 775	25 487	279 766
2007	385	2 037	2 515	2 275	37 944	77 618	20 755	43 751	86 622	28 850	302 752
2008	379	2 062	2 608	2 325	39 941	80 897	22 564	48 741	93 439	30 645	323 601
2009	364	1 999	2 749	2 457	40 035	82 570	23 467	51 025	95 758	30 945	331 369
2010	384	2 138	2 741	2 565	41 678	88 611	25 105	55 648	101 724	31 247	351 842
2011	403	2 204	2 838	2 448	43 155	100 355	26 052	60 796	109 830	31 636	379 715
2012	408	2 230	2 941	2 555	46 251	110 781	28 993	65 906	115 877	32 147	408 089

Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0020 - Bilan du secteur agricole.

Graphique B.1 : Répartition de l'actif agricole selon la catégorie d'actifs, Canada, au 31 décembre, 2008-2012



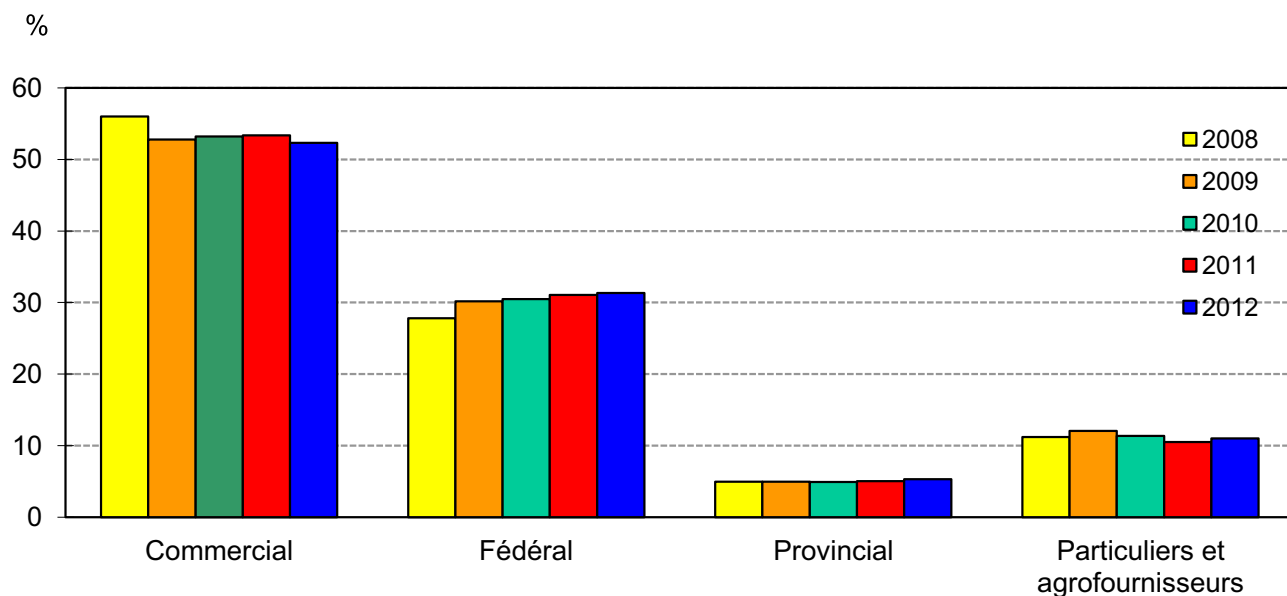
Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0020 - Bilan du secteur agricole.

Tableau B.2 : Dette agricole en cours, Canada et provinces, 2003-2012

	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
- millions de \$ -											
2003	67	555	534	518	8 991	11 442	4 585	6 757	10 613	2 798	46 860
2004	78	578	562	519	9 326	12 146	4 892	6 914	10 881	3 004	48 900
2005	78	576	610	538	9 552	12 528	5 149	7 209	10 979	3 051	50 270
2006	92	585	613	546	9 905	12 686	5 428	7 525	11 583	3 448	52 410
2007	117	600	682	568	10 527	13 885	5 995	7 544	11 910	4 134	55 963
2008	131	605	755	626	10 957	14 661	6 565	8 031	13 147	4 604	60 082
2009	144	683	806	591	11 389	15 027	6 940	8 772	13 797	4 701	62 850
2010	161	708	783	621	11 415	16 139	7 253	8 976	14 585	5 138	65 780
2011	158	671	772	608	11 816	17 382	7 332	9 551	14 942	5 176	68 409
2012	163	627	827	623	12 119	19 230	7 555	10 010	15 891	5 585	72 629

Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0008 - Dette agricole en cours.

Graphique B.2 : Répartition de la dette agricole selon la catégorie de prêteurs, Canada, au 31 décembre, 2008-2012



Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0008 - Dette agricole en cours.

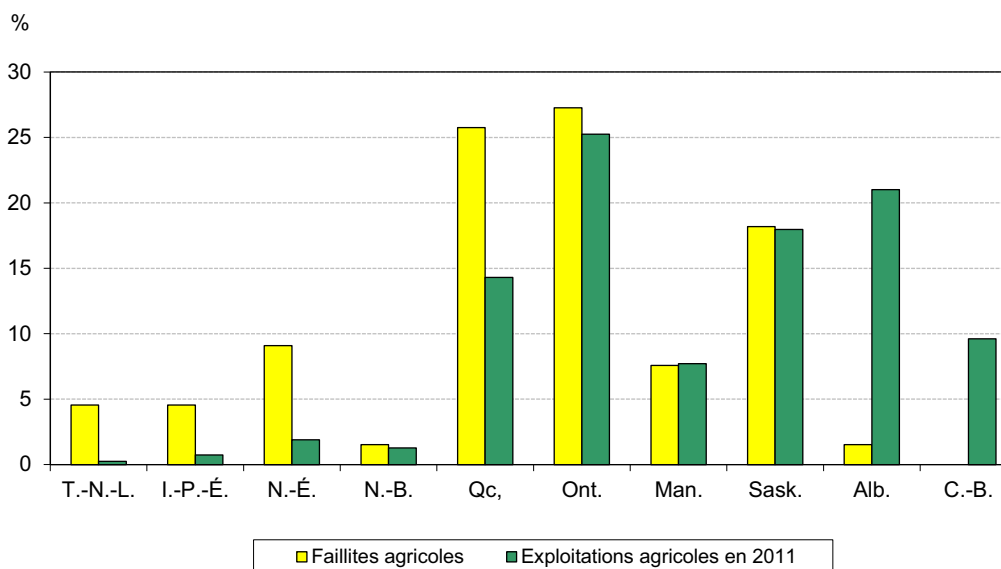
Tableau B.3 : Nombre de faillites agricoles par province, 1997-2012

	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	T.N.-O./Yn	Canada
1997	1	4	12	4	54	16	19	76	62	4	0	252
1998	3	1	8	1	48	15	27	92	55	5	0	255
1999	0	1	2	4	43	17	29	99	45	6	0	246
2000	0	1	4	2	42	21	19	76	38	14	0	217
2001	2	2	5	0	55	23	19	64	43	6	0	219
2002	0	2	1	4	28	31	41	50	32	9	0	198
2003	0	1	4	1	46	23	28	59	46	16	0	224
2004	0	6	3	2	31	34	27	65	56	3	0	227
2005	0	3	0	2	35	26	26	75	62	6	0	235
2006	0	6	1	2	38	29	36	79	16	8	0	215
2007	1	3	1	3	29	21	14	50	15	1	0	138
2008	0	1	3	2	20	31	22	34	6	6	2	127
2009	0	5	3	1	27	22	14	13	5	1	0	91
2010	1	1	0	1	25	15	6	3	6	2	0	60
2011	3	6	3	1	16	18	5	13	1	1	0	67
2012	0	1	2	2	14	12	7	3	3	2	0	46

Source : Bureau du surintendant des faillites.

Note : À compter de 2004, les statistiques seront fondées sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord plutôt que sur la Classification type des industries.

Graphique B.3 : Répartition des faillites agricoles par province, 2012



Sources : Bureau du surintendant des faillites, et Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 2011.

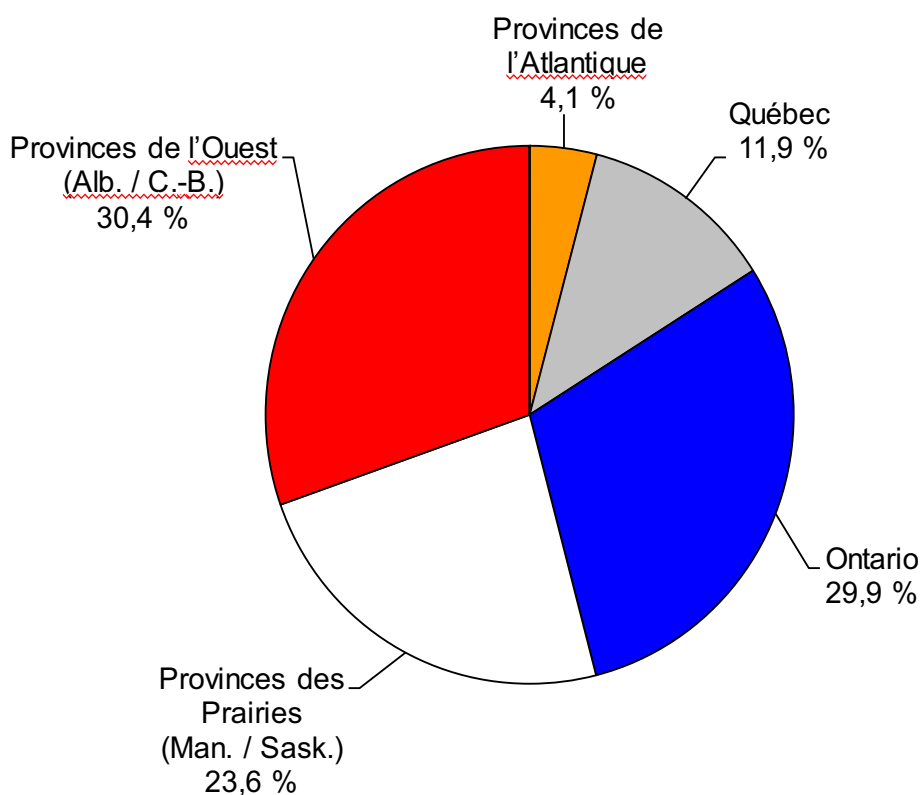
Tableau B.4 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC), 2007-2008 à 2012-2013

	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013
Nombre total de prêts	98 066	106 867	114 439	120 070	126 496	147 696
Montant total des prêts (en millions de \$)	14 992,1	17 098,5	*19 770,4	21 334,5	23 202,3	25 133,3
Nombre de prêts approuvés	32 561	31 037	41 418	42 021	45 578	47 046
Montant des prêts approuvés (en millions de \$)	4 285,0	5 068,4	6 585,6	6 153,2	7 116,8	7 746,2
Montant moyen des prêts approuvés (\$)	131 600	163 302	159 003	146 432	156 150	162 406

Source : Financement agricole Canada - Planification et analyse financière

* Les résultats au chapitre des prêts pour 2009-2010 et 2010-2011 ont été redressés en raison d'une contrepassation des radiations manuelles au cours de l'exercice 2011-2012.

Graphique B.4 : Répartition provinciale du montant des prêts en cours de FAC, par province, au 31 mars 2013



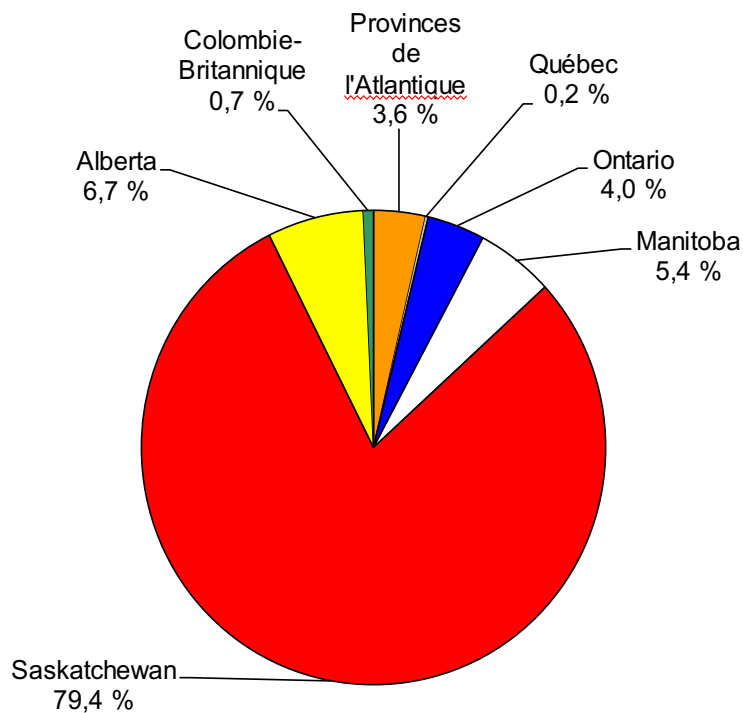
Source : Financement agricole Canada.

Tableau B.5 : Nouveaux prêts enregistrés dans le cadre de la *Loi canadienne sur les prêts agricoles (LCPA)*, 2005-2006 à 2012-2013

	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013
Nombre de nouveaux prêts enregistrés	2 128	1 803	1 854	1 740	2 524	2 382	2 311	1 823
Montant des nouveaux prêts enregistrés (en milliers de \$)	74 472	63 901	71 216	74 762	127 173	137 337	131 582	107 177
Montant moyen des nouveaux prêts enregistrés (\$)	34 997	35 442	38 412	42 967	50 386	57 657	56 937	58 792

Source : LCPA, Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Graphique B.5 : Répartition provinciale du montant des nouveaux prêts enregistrés en vertu de la LCPA, exercice 2012-2013



Source : LCPA, Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type d'exploitation, Canada et provinces, 2009, 2010 et 2011

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits	Légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
- Dollars par exploitation -									
CANADA									
Actif agricole									
- 2009	3 484 507	1 185 863	2 167 526	4 256 749	1 537 526	1 476 987	3 930 389	1 746 946	1 695 298
- 2010	3 667 607	1 383 561	2 369 649	4 935 817	1 674 193	1 633 895	4 096 960	1 913 816	1 865 322
- 2011	3 758 671	1 324 564	2 796 858	5 312 714	1 802 853	1 641 949	4 456 162	2 177 714	2 024 979
Passif agricole									
- 2009	983 556	177 221	850 435	824 568	318 086	323 832	1 249 543	272 175	323 146
- 2010	1 005 128	221 236	823 554	1 055 143	376 968	319 633	1 282 256	266 565	343 241
- 2011	998 014	194 952	929 579	1 062 379	391 429	310 400	1 319 006	307 402	357 644
Avoir net									
- 2009	2 500 951	1 008 642	1 317 090	3 432 181	1 219 441	1 153 155	2 680 846	1 474 770	1 372 153
- 2010	2 662 479	1 162 325	1 546 096	3 880 674	1 297 225	1 314 262	2 814 705	1 647 251	1 522 080
- 2011	2 760 657	1 129 612	1 867 279	4 250 334	1 411 424	1 331 550	3 137 156	1 870 312	1 667 335
Nouveaux investissements (nets)									
- 2009	120 520	14 278	46 044	60 131	49 168	x	214 273	72 103	52 227
- 2010	..	..	..	..	..	..	..	..	..
- 2011	121 580	28 847	x	140 408	47 950	35 524	222 777	79 917	64 075
ATLANTIQUE									
Actif agricole									
- 2009	3 173 361	569 918	1 572 221	3 929 525	701 028	828 860	3 060 853	918 328	1 383 224
- 2010	3 315 736	604 995	1 057 622	4 405 648	749 089	734 904	3 440 025	944 202	1 474 290
- 2011	3 292 122	572 973	1 329 811	3 701 352	964 415	715 323	3 634 783	1 003 544	1 477 341
Passif agricole									
- 2009	933 449	67 041	1 088 529	1 020 170	152 870	253 600	1 041 438	138 951	371 407
- 2010	1 059 037	83 760	470 035	965 099	175 407	163 486	1 125 075	217 720	392 402
- 2011	1 030 458	56 262	720 884	1 026 244	193 140	118 848	1 115 403	318 958	388 271
Avoir net									
- 2009	2 239 911	502 877	x	2 909 355	548 158	575 260	2 019 415	779 377	1 011 817
- 2010	2 256 699	521 235	587 588	3 440 549	573 682	571 419	2 314 950	726 482	1 081 888
- 2011	2 261 665	516 711	608 927	2 675 108	771 275	596 474	2 519 379	684 586	1 089 071
Nouveaux investissements (nets)									
- 2009	x	x	x	x	x	x	x	x	x
- 2010	..	..	..	..	..	..	..	..	..
- 2011	x	x	x	x	x	x	x	x	x

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type d'exploitation, Canada et provinces, 2009, 2010 et 2011 (suite)

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits	Légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
	- Dollars par exploitation -								
QUÉBEC									
Actif agricole									
- 2009	2 464 616	703 914	1 495 666	4 466 388	911 078	1 203 871	2 459 985	1 446 433	1 452 686
- 2010	2 612 780	763 270	1 453 968	4 799 181	1 013 758	1 492 309	2 850 926	1 514 514	1 594 072
- 2011	2 670 847	783 218	1 514 702	5 691 839	1 248 757	1 370 888	2 530 124	1 851 068	1 675 429
Passif agricole									
- 2009	793 980	151 070	703 924	922 089	272 316	294 812	600 199	353 539	413 772
- 2010	797 035	169 886	697 762	1 014 996	246 350	385 928	957 677	291 143	435 855
- 2011	834 717	168 488	673 164	1 198 120	363 063	292 185	718 046	340 259	441 788
Avoir net									
- 2009	1 670 636	552 845	791 742	3 544 299	638 762	909 059	1 859 787	1 092 894	1 038 914
- 2010	1 815 746	593 384	756 206	3 784 185	767 408	1 106 380	1 893 249	1 223 371	1 158 217
- 2011	1 836 130	614 730	841 538	4 493 719	885 693	1 078 702	1 812 078	1 510 809	1 233 640
Nouveaux investissements (nets)									
- 2009	85 966	x	x	72 983	x	35 321	x	36 812	39 818
- 2010	..	..	..	..	..	..	..	..	..
- 2011	80 872	32 444	x	x	x	43 914	x	53 755	50 430
ONTARIO									
Actif agricole									
- 2009	3 606 086	976 122	2 138 776	3 861 152	1 478 030	1 419 214	4 522 844	1 519 760	1 732 748
- 2010	4 004 297	1 069 277	2 485 372	5 050 602	1 496 444	1 787 542	5 186 599	1 696 188	1 908 426
- 2011	4 310 079	1 107 364	3 422 538	5 943 152	1 756 988	1 856 078	x	1 895 464	2 114 285
Passif agricole									
- 2009	914 349	141 976	749 126	631 930	280 204	234 266	1 670 003	208 455	331 803
- 2010	962 193	183 508	885 181	1 086 680	251 639	331 299	x	213 672	361 428
- 2011	865 181	140 138	1 070 285	1 147 437	372 005	280 817	x	246 231	361 268
Avoir net									
- 2009	2 691 737	834 146	1 389 650	3 229 222	1 197 826	1 184 948	2 852 841	1 311 305	1 400 945
- 2010	3 042 104	885 769	1 600 191	3 963 922	1 244 805	1 456 243	3 716 554	1 482 516	1 546 998
- 2011	3 444 898	967 225	2 352 254	4 795 716	1 384 983	1 575 262	3 308 038	1 649 233	1 753 017
Nouveaux investissements (nets)									
- 2009	x	10 918	x	48 698	x	47 399	389 937	41 208	41 153
- 2010	..	..	..	..	..	..	..	..	..
- 2011	x	19 206	x	x	71 639	x	x	x	57 297

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type d'exploitation, Canada et provinces, 2009, 2010 et 2011 (suite)

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits	Légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
	- Dollars par exploitation -								
MANITOBA									
Actif agricole									
- 2009	4 612 833	754 827	3 731 391	3 216 617	x	x	9 773 620	1 865 928	1 547 779
- 2010	5 197 937	835 579	4 800 620	4 050 217	x	2 442 316	8 922 817	2 131 117	1 784 952
- 2011	4 884 126	867 945	6 353 757	3 471 965	x	x	11 727 576	2 374 736	1 971 950
Passif agricole									
- 2009	1 488 980	147 948	1 274 970	588 572	x	x	3 369 201	333 938	322 185
- 2010	1 525 157	168 875	1 101 967	968 311	x	x	3 010 508	375 212	357 035
- 2011	1 778 833	123 214	2 146 137	855 369	x	x	3 080 547	377 958	371 624
Avoir net									
- 2009	3 123 853	606 880	2 456 421	2 628 046	x	x	6 404 420	1 531 991	1 225 594
- 2010	3 672 780	666 704	3 698 653	3 081 906	x	1 964 840	5 912 309	1 755 905	1 427 917
- 2011	3 105 293	744 731	4 207 620	2 616 596	x	x	8 647 028	1 996 778	1 600 326
Nouveaux investissements (nets)									
- 2009	x	15 885	108 564	x	x	x	749 459	103 193	70 726
- 2010	..	..	..	..	..	..	..	..	..
- 2011	252 292	16 656	310 247	x	x	x	x	85 979	71 015
SASKATCHEWAN									
Actif agricole									
- 2009	8 026 839	957 548	x	3 762 048	x	x	x	1 543 490	1 403 135
- 2010	7 575 601	1 165 885	7 309 804	5 331 554	x	x	x	1 746 498	1 595 553
- 2011	6 067 480	1 077 223	x	x	x	x	x	1 934 669	1 710 259
Passif agricole									
- 2009	2 107 363	147 315	x	1 105 204	x	x	x	242 074	224 973
- 2010	1 984 790	205 785	2 078 794	1 762 581	x	x	x	253 344	243 212
- 2011	2 555 751	197 191	x	x	x	x	x	283 518	268 861
Avoir net									
- 2009	5 919 475	810 232	x	2 656 844	x	x	x	1 301 417	1 178 162
- 2010	5 590 811	960 100	5 231 010	3 568 973	496 198	x	x	1 493 154	1 352 341
- 2011	3 511 729	880 032	x	x	x	x	x	1 651 151	1 441 398
Nouveaux investissements (nets)									
- 2009	x	23 820	x	x	x	x	x	89 354	69 500
- 2010	..	..	..	..	..	..	..	..	..
- 2011	x	27 714	x	x	x	x	x	89 368	73 005

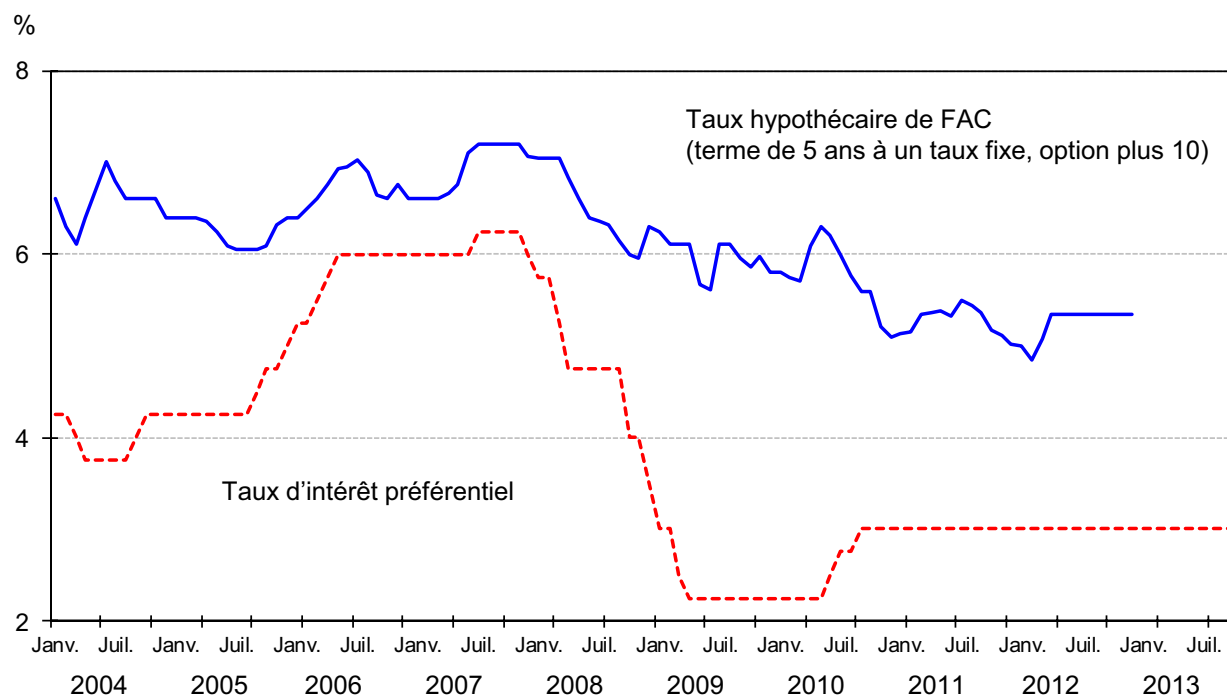
Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type d'exploitation, Canada et provinces, 2009, 2010 et 2011 (suite)

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits	Légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
- Dollars par exploitation -									
ALBERTA									
Actif agricole									
- 2009	7 125 631	1 664 783	3 604 802	6 652 412	x	6 230 382	4 804 732	2 417 225	2 041 629
- 2010	8 054 859	2 014 806	3 393 600	5 540 821	x	1 720 078	5 721 994	2 479 353	2 171 373
- 2011	7 601 095	1 921 399	6 226 328	6 033 901	814 027	1 268 840	6 780 303	2 974 619	2 438 491
Passif agricole									
- 2009	1 903 977	243 266	1 427 575	1 577 034	x	2 559 451	1 538 095	337 993	313 880
- 2010	2 211 696	298 747	807 813	1 160 229	x	x	1 777 341	287 477	302 551
- 2011	1 917 324	260 098	780 871	1 077 323	x	134 351	2 025 105	377 959	322 406
Avoir net									
- 2009	5 221 654	1 421 516	2 177 227	5 075 378	x	3 670 931	3 266 637	2 079 231	1 727 749
- 2010	5 843 164	1 716 060	2 585 787	4 380 592	x	1 644 769	3 944 654	2 191 876	1 868 822
- 2011	5 683 771	1 661 300	5 445 457	4 956 578	745 369	1 134 489	4 755 199	2 596 660	2 116 085
Nouveaux investissements (nets)									
- 2009	301 372	17 083	x	x	x	x	x	69 131	50 006
- 2010	..	..	..	..	..	..	..	..	..
- 2011	487 388	37 286	x	x	x	x	x	111 841	77 849
COLOMBIE-BRITANIQUE									
Actif agricole									
- 2009	9 276 475	1 653 948	2 632 172	4 551 864	2 343 607	1 777 108	5 246 625	1 624 455	2 506 129
- 2010	8 502 618	1 646 442	4 166 219	5 061 001	2 612 818	2 282 705	4 076 530	1 801 640	2 626 881
- 2011	9 470 186	1 782 876	x	4 179 103	2 507 147	2 248 925	4 125 235	1 148 156	2 634 658
Passif agricole									
- 2009	2 241 732	131 888	553 500	882 719	453 952	248 911	x	190 542	439 645
- 2010	2 158 646	163 691	1 002 317	962 340	626 803	361 750	x	196 436	519 378
- 2011	2 481 687	258 856	x	707 425	510 086	x	x	163 448	529 139
Avoir net									
- 2009	7 034 743	1 522 060	2 078 672	3 669 146	1 889 655	1 528 197	4 387 720	1 433 913	2 066 483
- 2010	6 343 972	1 482 751	3 163 902	4 098 661	1 986 015	1 920 955	3 233 992	1 605 204	2 107 502
- 2011	6 988 499	1 524 020	x	3 471 678	1 997 061	1 629 949	x	984 709	2 105 519
Nouveaux investissements (nets)									
- 2009	x	20 539	x	x	58 858	x	x	x	53 756
- 2010	..	..	..	..	..	..	..	..	..
- 2011	x	47 935	x	x	x	x	x	x	50 727

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Graphique B.6 : Taux hypothécaire de FAC et taux d'intérêt préférentiel, 2004-2013



Source : Financement agricole Canada (FAC); Revue de la Banque du Canada.
Les taux hypothécaires de FAC ne sont pas disponibles après 2012.

Tableau B.7 : Comparaison entre le prix moyen de certains engrais et carburants en Ontario et au Michigan/Ohio/Indiana, 2012 et 2013

	Ontario		Michigan/Ohio/Indiana	
	le 3 oct. 2012	le 2 oct. 2013	le 3 oct. 2012	le 2 oct. 2013
Azote (\$CAN/tonne)				
Ammoniac anhydre (82-0-0)	1 146	1 157	987	952
Urée (46-0-0)	705	-	681	564
Solution azotée (UAN, 28%)	428	379	437	400
Nitrate d'ammonium	591	608	-	-
Phosphate (Cdn\$/tonne)				
PMA (11-52-0)	797	701	755	672
PAD (18-46-0)	816	879	741	648
Super triple (0-46-0)	843	770	724	621
Potasse (Cdn\$/tonne)				
Potasse (0-0-60)	705	579	660	565
Carburant (CAN\$/litre)				
Diesel	103	104	97	95
Essence (ordinaire sans plomb)	119	111	100	95

Source : Agriculture et agroalimentaire Canada, Enquête sur le prix des intrants agricoles.

Tableau B.8 : Comparaison entre le prix moyen de certains engrais et carburants au Manitoba et au Minnesota/Dakota du Nord, 2012 et 2013

	Manitoba		Minnesota/Dakota du Nord	
	automne 2012	automne 2013	automne 2012	automne 2013
Azote (\$CAN/tonne)				
Ammoniac anhydre (82-0-0)	963	753	920	783
Urée (46-0-0)	626	490	609	497
Phosphate (\$CAN/tonne)				
PMA (11-52-0)	713	638	691	622
Potasse (\$CAN/tonne)				
Potasse (0-0-60)	607	472	627	569
Carburant (CAN\$/litre)				
Diesel	101	110	103	94
Essence (ordinaire sans plomb)	115	111	103	100

Source : Agriculture et agroalimentaire Canada, Enquête sur le prix des intrants agricoles.

Tableau B.9 : Comparaison entre le prix moyen de certains engrais et carburants en Saskatchewan et au Montana, 2012 et 2013

	Saskatchewan		Montana	
	automne 2012	automne 2013	automne 2012	automne 2013
Azote (\$CAN/tonne)				
Ammoniac anhydre (82-0-0)	1 022	806	1 059	-
Urée (46-0-0)	618	482	640	-
Phosphate (\$CAN/tonne)				
PMA (11-52-0)	719	646	750	-
Potasse (\$CAN/tonne)				
Potasse (0-0-60)	607	474	693	-
Carburant (CAN\$/litre)				
Diesel	95	95	104	-
Essence (ordinaire sans plomb)	109	110	100	-

Source : Agriculture et agroalimentaire Canada, Enquête sur le prix des intrants agricoles.

Tableau B.10 : Dépenses d'exploitation agricole, Canada, 2008-2012

	2008	2009	2010	2011	2012
	(000 \$)				
Dépenses liées à la machinerie	4 988 142	4 352 667	4 416 980	4 947 919	5 117 445
Aliments achetés	5 646 280	5 409 320	4 984 168	5 518 370	6 064 565
Salaires en espèces, gîte et couvert	4 236 275	4 264 513	4 453 261	4 573 698	4 686 001
Engrais et chaux	3 887 285	4 047 378	3 596 054	4 241 925	5 099 329
Intérêts	2 961 108	2 387 957	2 258 878	2 350 662	2 486 447
Loyer	1 719 102	1 656 228	1 666 881	1 829 227	1 921 341
Pesticides	2 317 256	2 341 372	2 151 053	2 152 804	2 349 999
Achats de bétail	1 255 260	1 279 752	1 338 235	1 520 167	1 526 930
Semences	1 480 232	1 604 000	1 752 748	1 949 601	2 119 468
Réparations des bâtiments et clôtures	789 602	791 085	812 020	821 115	857 301
Électricité	780 992	764 282	783 164	812 610	849 205
Impôts fonciers	517 359	504 240	506 175	501 006	507 761
Assurance-récolte et grêle	812 617	803 333	810 479	902 000	1 057 830
Assurance commerciale	751 196	769 665	796 853	829 296	869 282
Insémination et vétérinaire	708 595	696 514	698 009	712 571	729 879
Autres*	4 276 863	4 406 621	4 299 048	4 602 441	4 598 539
Amortissement	5 220 725	5 497 758	5 509 505	5 870 597	6 120 536
Dépenses totales après rabais	42 348 889	41 576 685	40 833 511	44 136 009	46 961 858

Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0005 - Dépenses d'exploitation agricole et frais d'amortissement.

Note : Les données sur les dépenses afférentes à l'achat d'intrants tiennent compte des remises du gouvernement et peuvent avoir été arrondies.

*Inclus : Primes de stabilisation, combustibles pour le chauffage, fils et contenants, téléphone, irrigation, travail à forfait et autres dépenses.

Méthodologie relative à la situation financière des exploitations agricoles

Tableau B.1 : Actif agricole et Graphique B.1 : Répartition de l'actif agricole selon la catégorie d'actifs

Les renseignements concernant l'actif agricole et les différentes catégories d'actifs proviennent de données publiées par la Division de l'agriculture de Statistique Canada dans CANSIM (tableau 002-0020).

Tableau B.2 : Encours de la dette agricole totale et Graphique B.2 : Répartition de la dette agricole totale selon la catégorie de prêteurs

Les renseignements concernant la dette agricole et les sources de crédit proviennent de données publiées par la Division de l'agriculture de Statistique Canada dans CANSIM (tableau 002-0008).

Tableau B.3 : Nombre de faillites agricoles et Graphique B.3 : Répartition des faillites agricoles

Les faillites ne représentent qu'une seule forme d'échec financier, et les statistiques sur les faillites illustrent qu'un faible nombre d'agriculteurs abandonnent l'agriculture en raison de difficultés financières.

Les données sur les faillites sont compilées et diffusées chaque mois par le Bureau du surintendant des faillites.

Tableau B.4 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC) et Graphique B.4 : Répartition du montant des prêts en cours de FAC

Les données de FAC sur le total des prêts en cours et des prêts approuvés sont tirées du rapport annuel de FAC. Les renseignements sur la répartition provinciale du total des prêts en cours proviennent de FAC.

Tableau B.5 : Nouveaux prêts enregistrés selon la LCPA et Graphique B.5 : Répartition du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LCPA

Les données portent sur : 1) les nouveaux prêts enregistrés selon la *Loi canadienne sur les prêts agricoles* (LCPA); 2) les données sur la répartition provinciale du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LCPA. Toutes les données ont été fournies par l'administration de la LCPA.

Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements nets, selon le type d'exploitation

Les renseignements sur la valeur moyenne de l'actif agricole, de la dette, des nouveaux investissements nets de même que sur l'avoir net par type d'exploitation proviennent de l'Enquête financière sur les fermes. L'Enquête financière sur les fermes est réalisée par Statistique Canada une fois tous les deux ans, pour le compte d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. On y trouve des données recueillies auprès d'un échantillon de fermes dont les revenus agricoles bruts dépassent 10 000 \$.

Les nouveaux investissements nets représentent l'investissement de capitaux bruts desquels on soustrait les ventes de biens en immobilisation.

Graphique B.6 : Taux hypothécaire de FAC et taux d'intérêt préférentiel

Le taux d'intérêt préférentiel du Canada est publié dans la *Revue de la Banque du Canada* (ou au www.bank-banque-canada.ca). Le taux hypothécaire de FAC pour un terme de cinq ans à un taux fixe (option plus 10) est publié par FAC.

Tableaux B.7, B.8 et B.9 : Prix moyens de certains engrais et carburants

Les données sur les prix des engrais sont fournies pour l'Ontario, le Manitoba et la Saskatchewan, de même que pour les États américains adjacents à titre de comparaison, lesquelles sont fournies par des consultants privés en vertu d'un contrat conclu avec Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Tableau B.10 : Dépenses agricoles

Les dépenses agricoles tiennent compte des remises du gouvernement. Les remises réduisent certains coûts reliés aux intrants. Les achats entre fermes sont exclus.

Pour une description plus détaillée de la méthodologie utilisée, veuillez consulter la publication de Statistique Canada, n° 21-012-XIF au catalogue.



SECTION C

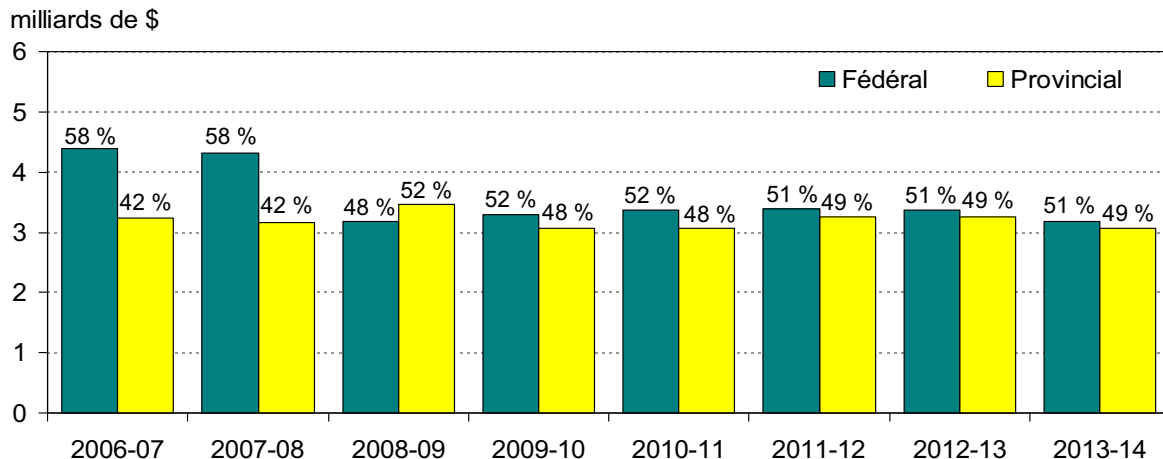
Dépenses publiques au secteur agroalimentaire

Tableau C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2006-2007 à 2013-2014

Réparties		2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013 Provisoires	2013-2014 Estimations
		(000 \$)							
T.-N.-L.	Fédéral	8 950	12 583	9 837	9 528	10 404	12 788	11 981	11 297
	Provincial	15 485	18 121	17 339	20 529	20 409	21 728	23 014	23 007
	% Féd.	36,63	40,98	36,20	31,70	33,76	37,05	34,24	32,93
Î.-P.-É.	Fédéral	40 871	37 581	42 711	27 004	42 134	41 607	36 999	36 658
	Provincial	28 268	43 137	33 421	32 338	32 854	37 670	32 283	32 321
	% Féd.	59,11	46,56	56,10	45,51	56,19	52,48	53,40	53,14
N.-É.	Fédéral	41 348	39 246	28 400	47 591	35 390	32 699	34 228	34 026
	Provincial	45 628	66 064	56 776	61 594	55 679	52 736	56 265	61 480
	% Féd.	47,54	37,27	33,34	43,59	38,86	38,27	37,82	35,63
N.-B.	Fédéral	46 964	53 804	31 590	41 336	38 908	43 706	42 905	38 281
	Provincial	25 667	32 359	32 186	27 426	27 206	27 855	29 669	29 192
	% Féd.	64,66	62,44	49,53	60,11	58,85	61,08	59,12	56,74
Qc	Fédéral	531 248	650 592	337 799	502 490	500 387	408 766	426 143	422 263
	Provincial	905 053	911 966	1 034 066	1 036 937	1 058 185	987 278	927 887	927 427
	% Féd.	36,99	41,64	24,62	32,64	32,11	29,28	31,47	31,29
Ont.	Fédéral	760 218	904 087	869 509	668 092	636 761	593 533	543 197	545 979
	Provincial	510 779	718 236	453 366	460 888	387 437	545 801	604 721	516 044
	% Féd.	59,81	55,73	65,73	59,18	62,17	52,09	47,32	51,41
Man.	Fédéral	518 802	552 691	311 619	466 253	388 853	498 093	419 537	412 420
	Provincial	248 121	275 182	275 213	276 360	323 722	366 422	299 946	272 206
	% Féd.	67,65	66,76	53,10	62,79	54,57	57,62	58,31	60,24
Sask.	Fédéral	1 074 463	865 973	644 605	680 800	847 280	895 073	981 485	825 976
	Provincial	421 240	386 456	437 093	372 312	469 331	455 919	549 407	451 005
	% Féd.	71,84	69,14	59,59	64,65	64,35	66,25	64,11	64,68
Alb.	Fédéral	923 901	751 844	729 396	681 826	689 741	687 989	696 353	701 144
	Provincial	951 946	614 766	1 043 158	707 404	632 842	680 500	666 680	680 014
	% Féd.	49,25	55,02	41,15	49,08	52,15	50,27	51,09	50,76
C.-B.	Fédéral	201 815	215 904	148 184	146 112	156 869	142 426	140 065	134 340
	Provincial	73 889	100 947	81 747	78 156	64 327	78 467	71 480	69 733
	% Féd.	73,20	68,14	64,45	65,15	70,92	64,48	66,21	65,83
Autres	Fédéral	246 990	227 971	22 844	21 597	21 110	22 241	22 253	22 464
	Provincial	-	-	-	-	-	-	-	-
	% Féd.	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	Fédéral	4 395 568	4 312 277	3 176 493	3 292 629	3 367 838	3 378 920	3 355 146	3 184 848
	Provincial	3 226 075	3 167 236	3 464 365	3 073 944	3 071 992	3 254 375	3 261 352	3 062 428
	% Féd.	57,67	57,65	47,83	51,72	52,30	50,94	50,71	50,98

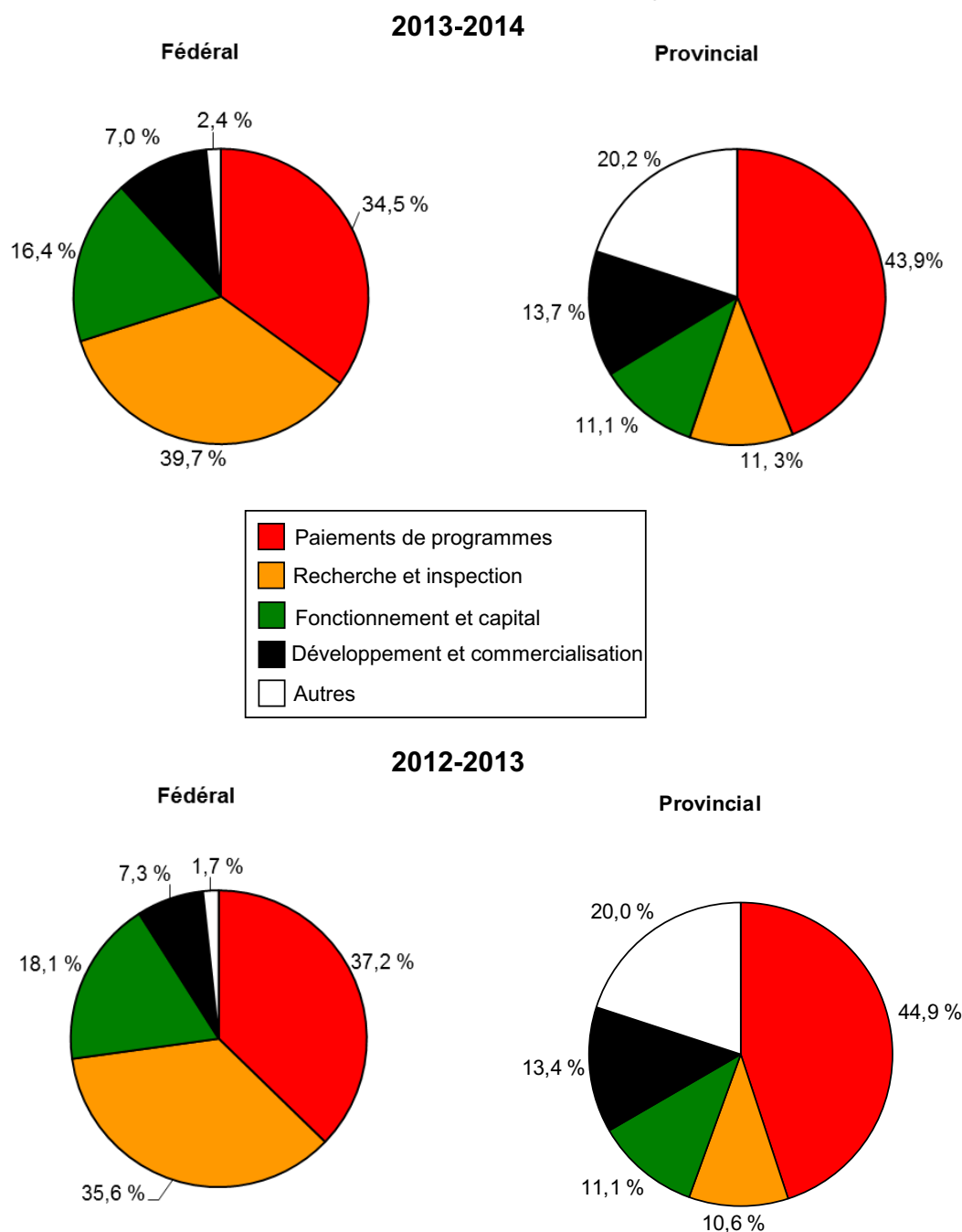
Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2006-2007 à 2013-2014



Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Graphique C.2 : Dépenses publiques fédérales et provinciales par catégorie principale



Source: Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Paiements des programmes, Comprend le soutien et la stabilisation du revenu, l'aide spéciale et la réduction des coûts, l'Assurance-production et l'aide au financement.

Recherche et inspection, Comprend les dépenses d'administration (par ex., les salaires) et de capital ainsi que les subventions et les contributions.

Fonctionnement et capital, Comprend les dépenses des services d'administration générale et de gestion, de politiques, d'information et de soutien statistique.

Programmes de commercialisation et de développement, Comprend les dépenses d'administration et de capital ainsi que les subventions et les contributions pour le développement régional, la commercialisation et l'environnement.

Autres, Comprend les paiements des programmes d'entreposage et de transport, pour l'aide alimentaire et internationale, la vulgarisation, l'enseignement, les programmes sociaux, et les dépenses fiscales.

Tableau C.2 : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2010-2011 à 2013-2014

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2010-2011	2011-2012	2012-2013 Provisoires	2013-2014 Estimations	2010-2011	2011-2012	2012-2013 Provisoires	2013-2014 Estimations
	(000 \$)							
CANADA								
A. Dépenses de fonctionnement	772 428	793 775	845 354	817 808	1 626 011	1 673 666	1 782 412	1 687 762
B. Dépenses de capital	105 770	107 033	99 136	95 698	93 238	86 320	59 255	63 402
C. Dépenses de programmes	2 148 287	2 225 398	2 211 332	2 070 491	1 825 764	1 750 150	1 708 632	1 598 334
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	883 470	932 973	1 008 703	795 531	563 629	534 285	637 469	404 000
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	254 871	207 102	46 858	28 428	315 885	242 182	19 279	116 670
c.3 Assurance-production	387 798	426 213	497 883	561 920	447 056	503 956	607 145	573 844
c.4 Aide au financement	48 829	49 929	54 002	90 739	45 872	84 560	58 039	60 871
c.5 Entreposage et transport	12 011	(4 722)	596	298	6 833	2 367	4 746	6 700
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	29 605	30 674	31 220	31 129	959	646	772	864
c.7 Recherche*	151 250	156 759	148 844	134 222	66 092	78 499	85 110	133 492
c.8 Inspection des aliments*	47 897	49 245	45 652	50 345	68 599	57 609	57 314	62 921
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	18 376	19 883	19 233	19 673
c.10 Marketing et commercialisation	38 482	40 373	46 458	36 873	72 222	53 947	45 040	60 949
c.11 Développement rural et régional	66 154	79 017	73 199	93 561	132 184	65 029	71 225	62 343
c.12 Environnement	56 994	37 789	66 717	46 823	60 418	73 606	68 168	43 556
c.13 Enseignement	133 689	135 186	137 494	141 638	24	-	-	-
c.14 Vulgarisation	37 238	84 860	53 708	58 986	27 615	33 582	35 093	52 452
D. Dépenses fiscales	394 649	410 895	421 086	376 404	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	3 421 135	3 537 101	3 576 909	3 360 400	3 545 013	3 510 136	3 550 300	3 349 497
Recouvrements	(349 142)	(282 726)	(315 557)	(297 972)	(177 175)	(131 216)	(195 154)	(164 649)
Total, dépenses nettes	3 071 992	3 254 375	3 261 352	3 062 428	3 367 838	3 378 920	3 355 146	3 184 848
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR								
A. Dépenses de fonctionnement	9 702	9 466	9 985	9 563	4 436	4 633	4 475	4 276
B. Dépenses de capital	1 611	1 479	4 317	2 689	247	232	158	170
C. Dépenses de programmes	9 096	10 783	8 712	10 754	6 190	8 271	7 863	7 287
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	216	103	358	350	321	(11)	728	376
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	4 649	5 876	5 698	4 758	657	1 009	606	0
c.3 Assurance-production	32	23	41	30	48	35	60	57
c.4 Aide au financement	-	140	139	140	13	236	344	202
c.5 Entreposage et transport	122	138	169	250	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	-	-	-	-	9	29	2	2
c.7 Recherche*	582	717	579	650	596	1 366	633	1 618
c.8 Inspection des aliments*	567	501	113	129	547	1 125	1 626	423
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	891	1 138	27	2 804	859	267	369	470
c.11 Développement rural et régional	421	475	351	406	2 598	2 134	2 029	2 249
c.12 Environnement	237	433	-	-	529	2 073	1 466	1 513
c.13 Enseignement	1 239	1 239	1 239	1 239	0	-	-	-
c.14 Vulgarisation	140	-	-	-	14	7	-	375
D. Dépenses fiscales	-	-	-	-	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	20 409	21 728	23 014	23 007	10 872	13 135	12 497	11 732
Recouvrements	-	-	-	-	(469)	(347)	(516)	(436)
Total, dépenses nettes	20 409	21 728	23 014	23 007	10 404	12 788	11 981	11 297

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Notes : Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence ne sont que des estimations dans plusieurs provinces.

Provisoires : chiffres basés sur les données réelles et sur les prévisions budgétaires lorsque les données réelles ne sont pas disponibles.

Estimations : chiffres basés sur les prévisions budgétaires.

* Les programmes de recherche et d'inspection sont limités aux subventions et contributions aux activités de recherche et d'inspection. Les coûts d'exploitation (par exemple, les salaires des chercheurs et des inspecteurs) et d'immobilisation sont inclus dans les dépenses de fonctionnement et de capital. Les détails de cette information sont présentés au tableau C3.

Tableau C.2 : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2010-2011 à 2013-2014 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2010-2011	2011-2012	2012-2013 Provisoires	2013-2014 Estimations	2010-2011	2011-2012	2012-2013 Provisoires	2013-2014 Estimations
	(000 \$)							
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
A. Dépenses de fonctionnement	7 896	7 794	8 255	7 869	14 540	15 491	14 901	15 032
B. Dépenses de capital	-	-	-	160	823	781	533	572
C. Dépenses de programmes	22 989	27 907	22 870	25 914	28 337	26 494	23 288	22 511
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	4 738	4 839	4 467	4 467	10 628	7 068	1 967	3 593
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	1 018	914	1 085	550	(535)	(1)	(17)	(192)
c.3 Assurance-production	8 144	9 068	7 877	8 627	7 407	8 338	7 982	7 544
c.4 Aide au financement	601	1 620	320	300	695	1 300	2 381	1 674
c.5 Entreposage et transport	382	718	-	-	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	14	31	5	36	33	11	7	8
c.7 Recherche*	1 219	739	683	408	577	1 584	2 916	1 519
c.8 Inspection des aliments*	514	(2)	312	250	654	569	473	752
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	851	4 342	2 591	4 105	2 359	369	329	1 216
c.11 Développement rural et régional	-	-	-	-	4 028	4 331	4 570	4 284
c.12 Environnement	1 315	989	1 084	1 654	1 544	2 181	1 679	1 052
c.13 Enseignement	4 248	4 337	4 052	4 383	0	-	-	-
c.14 Vulgarisation	(53)	314	394	1 134	947	745	1 000	1 061
D. Dépenses fiscales	1 968	1 968	1 968	1 968	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	32 854	37 670	33 094	35 912	43 701	42 766	38 721	38 115
Recouvrements	-	-	(811)	(3 591)	(1 566)	(1 159)	(1 722)	(1 457)
Total, dépenses nettes	32 854	37 670	32 283	32 321	42 134	41 607	36 999	36 658
NOUVELLE-ÉCOSSE								
A. Dépenses de fonctionnement	15 790	14 940	18 030	12 091	17 439	18 349	17 632	17 800
B. Dépenses de capital	711	1 027	1 135	680	1 012	965	657	706
C. Dépenses de programmes	37 864	35 481	35 780	51 439	18 866	14 809	18 055	17 312
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	2 212	4 893	4 744	2 554	5 017	5 682	4 873	3 825
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	679	(218)	359	941	594	1	(0)	1 388
c.3 Assurance-production	422	419	446	591	705	561	676	639
c.4 Aide au financement	2 159	595	556	827	80	264	966	(18)
c.5 Entreposage et transport	750	302	-	-	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	-	-	-	-	7	94	9	10
c.7 Recherche*	1 070	1 102	218	490	582	1 895	1 244	2 201
c.8 Inspection des aliments*	3 973	4 656	4 000	4 044	826	821	1 222	408
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	3 625	1 617	1 566	10 123	667	666	801	481
c.11 Développement rural et régional	-	-	-	-	8 355	3 178	6 231	5 767
c.12 Environnement	2 028	1 673	1 237	-	1 696	1 311	1 730	1 282
c.13 Enseignement	18 240	17 734	19 798	29 061	0	-	-	-
c.14 Vulgarisation	2 706	2 707	2 855	2 808	335	337	303	1 329
D. Dépenses fiscales	1 315	1 323	1 320	1 320	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	55 679	52 771	56 265	65 530	37 316	34 123	36 344	35 818
Recouvrements	-	(35)	-	(4 050)	(1 926)	(1 424)	(2 116)	(1 792)
Total, dépenses nettes	55 679	52 736	56 265	61 480	35 390	32 699	34 228	34 026

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Notes : Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence ne sont que des estimations dans plusieurs provinces.

Provisoires : chiffres basés sur les données réelles et sur les prévisions budgétaires lorsque les données réelles ne sont pas disponibles.

Estimations : chiffres basés sur les prévisions budgétaires.

* Les programmes de recherche et d'inspection sont limités aux subventions et contributions aux activités de recherche et d'inspection. Les coûts d'exploitation (par exemple, les salaires des chercheurs et des inspecteurs) et d'immobilisation sont inclus dans les dépenses de fonctionnement et de capital. Les détails de cette information sont présentés au tableau C3.

Tableau C.2 : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2010-2011 à 2013-2014 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2010-2011	2011-2012	2012-2013 Provisoires	2013-2014 Estimations	2010-2011	2011-2012	2012-2013 Provisoires	2013-2014 Estimations
	(000 \$)							
NOUVEAU-BRUNSWICK								
A. Dépenses de fonctionnement	13 010	13 322	12 382	14 187	17 392	18 116	17 240	17 372
B. Dépenses de capital	491	630	279	531	1 021	953	653	699
C. Dépenses de programmes	12 847	12 994	16 691	13 773	22 437	26 074	27 151	22 009
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	5 480	5 351	5 589	4 940	5 212	13 830	6 723	4 369
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	773	443	2 968	1 047	1 930	691	6 006	2 708
c.3 Assurance-production	1 807	1 759	2 110	2 148	2 708	2 650	3 150	2 978
c.4 Aide au financement	34	170	172	-	338	824	340	490
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	1	1	0	-	29	42	9	10
c.7 Recherche*	835	698	874	1 031	2 007	1 388	1 544	2 099
c.8 Inspection des aliments*	260	645	486	185	592	532	671	1 083
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	341	264	505	346	315	187	121	438
c.11 Développement rural et régional	90	120	27	251	7 232	3 953	6 971	6 050
c.12 Environnement	1 105	1 334	1 220	1 325	1 851	1 738	1 351	1 168
c.13 Enseignement	1 771	1 952	2 182	1 982	0	-	-	-
c.14 Vulgarisation	350	259	559	517	223	239	265	617
D. Dépenses fiscales	1 187	1 786	1 228	1 400	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	27 536	28 732	30 581	29 891	40 850	45 143	45 043	40 080
Recouvrements	(329)	(877)	(911)	(699)	(1 942)	(1 437)	(2 139)	(1 799)
Total, dépenses nettes	27 206	27 855	29 669	29 192	38 908	43 706	42 905	38 281
QUÉBEC								
A. Dépenses de fonctionnement	209 767	207 693	199 559	193 496	248 711	256 993	246 587	248 007
B. Dépenses de capital	36 370	28 042	24 631	35 026	14 421	13 448	9 212	9 866
C. Dépenses de programmes	766 370	703 822	658 276	646 949	264 656	158 620	200 524	189 865
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	555 518	496 046	447 340	435 945	137 860	25 528	73 918	60 336
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	3 858	2 955	3 477	1 948	21 578	2 328	738	1 822
c.3 Assurance-production	19 081	19 269	19 681	19 280	28 066	28 596	29 369	27 758
c.4 Aide au financement	25 543	29 649	25 377	43 197	17 099	35 746	25 985	30 196
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	18 402	19 644	19 195	19 105	381	135	121	135
c.7 Recherche*	25 295	24 374	22 410	23 036	8 740	17 981	25 631	18 180
c.8 Inspection des aliments*	21 695	23 422	19 000	21 177	10 411	5 984	5 772	7 293
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	19 252	17 836	19 752	13 942	9 519	4 672	3 932	11 264
c.11 Développement rural et régional	6 124	4 703	5 847	6 200	14 278	10 744	10 278	11 431
c.12 Environnement	28 237	24 528	38 431	30 840	10 429	18 621	14 757	5 705
c.13 Enseignement	25 858	24 805	25 934	21 109	4	-	-	-
c.14 Vulgarisation	17 506	16 591	11 832	11 169	6 291	8 286	10 023	15 744
D. Dépenses fiscales	45 678	47 721	45 421	51 957	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	1 058 185	987 278	927 887	927 427	527 789	429 061	456 323	447 737
Recouvrements	-	-	-	-	(27 401)	(20 295)	(30 181)	(25 474)
Total, dépenses nettes	1 058 185	987 278	927 887	927 427	500 387	408 766	426 143	422 263

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Notes : Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence ne sont que des estimations dans plusieurs provinces.

Provisoires : chiffres basés sur les données réelles et sur les prévisions budgétaires lorsque les données réelles ne sont pas disponibles.

Estimations : chiffres basés sur les prévisions budgétaires.

* Les programmes de recherche et d'inspection sont limités aux subventions et contributions aux activités de recherche et d'inspection. Les coûts d'exploitation (par exemple, les salaires des chercheurs et des inspecteurs) et d'immobilisation sont inclus dans les dépenses de fonctionnement et de capital. Les détails de cette information sont présentés au tableau C3.

Tableau C.2 : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2010-2011 à 2013-2014 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2010-2011	2011-2012	2012-2013 Provisoires	2013-2014 Estimations	2010-2011	2011-2012	2012-2013 Provisoires	2013-2014 Estimations
	(000 \$)							
ONTARIO								
A. Dépenses de fonctionnement	218 552	242 881	247 975	216 270	370 070	386 297	371 090	373 124
B. Dépenses de capital	12 293	12 032	23 104	15 982	21 671	20 219	13 848	14 832
C. Dépenses de programmes	221 676	308 535	359 722	313 673	286 197	217 510	203 603	196 305
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	91 744	178 685	204 787	179 215	95 065	81 567	61 392	53 444
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	2 129	3 619	4 204	3 836	27 635	6 178	2 606	2 089
c.3 Assurance-production	33 000	29 642	34 095	35 000	49 636	45 808	52 495	49 616
c.4 Aide au financement	6 008	2 234	1 812	2 033	7 975	14 092	9 540	6 634
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	484	287	300	305	158	118	182	203
c.7 Recherche*	45 143	45 910	59 462	49 045	14 738	18 434	22 069	22 707
c.8 Inspection des aliments*	12 520	16 102	14 427	16 358	16 554	17 583	20 003	18 524
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	9 361	11 369	17 555	3 763	13 209	6 901	6 818	14 833
c.11 Développement rural et régional	6 765	7 424	8 890	6 667	46 694	11 362	10 015	9 120
c.12 Environnement	2 823	2 561	1 841	900	10 228	11 490	11 036	7 459
c.13 Enseignement	5 200	5 200	6 400	5 600	6	-	-	-
c.14 Vulgarisation	6 499	5 503	5 563	10 952	4 299	3 977	7 446	11 676
D. Dépenses fiscales	33 955	35 463	34 513	34 877	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	486 477	598 911	665 314	580 803	677 937	624 026	588 541	584 261
Recouvrements	(99 040)	(53 110)	(60 593)	(64 759)	(41 177)	(30 494)	(45 344)	(38 282)
Total, dépenses nettes	387 437	545 801	604 721	516 044	636 761	593 533	543 197	545 979
MANITOBA								
A. Dépenses de fonctionnement	49 414	53 907	53 197	54 730	175 603	174 625	194 551	178 417
B. Dépenses de capital	6 661	8 000	1 132	768	10 025	9 056	6 261	6 679
C. Dépenses de programmes	192 866	229 043	161 024	134 930	222 266	328 523	239 744	244 952
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	41 709	96 323	63 321	28 771	62 191	148 226	79 353	73 365
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	79 117	69 341	16 963	1 972	37 187	58 941	10 450	22 732
c.3 Assurance-production	41 749	38 958	61 251	67 163	63 909	59 737	93 412	88 288
c.4 Aide au financement	(2 510)	(850)	(438)	(725)	6 802	15 365	9 518	6 937
c.5 Entreposage et transport	1 191	2 043	-	-	6 176	-	4 746	6 700
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	43	43	60	-	99	64	80	89
c.7 Recherche*	1 114	3 571	1 115	3 765	11 832	17 951	19 547	20 633
c.8 Inspection des aliments*	2 005	(1 034)	1 208	2 515	7 013	5 866	4 760	6 549
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	744	350	1 504	709	11 627	7 978	6 392	8 140
c.11 Développement rural et régional	12 899	9 798	(52)	16 817	9 325	4 806	5 694	4 424
c.12 Environnement	5 591	1 242	6 729	4 702	4 027	5 848	3 670	2 072
c.13 Enseignement	8 856	8 918	8 994	8 865	3	-	-	-
c.14 Vulgarisation	358	340	371	376	2 076	3 740	2 123	5 023
D. Dépenses fiscales	77 056	77 691	88 124	87 206	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	325 998	368 641	303 477	277 635	407 894	512 203	440 557	430 048
Recouvrements	(2 276)	(2 219)	(3 531)	(5 429)	(19 040)	(14 111)	(21 020)	(17 627)
Total, dépenses nettes	323 722	366 422	299 946	272 206	388 853	498 093	419 537	412 420

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Notes : Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence ne sont que des estimations dans plusieurs provinces.

Provisoires : chiffres basés sur les données réelles et sur les prévisions budgétaires lorsque les données réelles ne sont pas disponibles.

Estimations : chiffres basés sur les prévisions budgétaires.

* Les programmes de recherche et d'inspection sont limités aux subventions et contributions aux activités de recherche et d'inspection. Les coûts d'exploitation (par exemple, les salaires des chercheurs et des inspecteurs) et d'immobilisation sont inclus dans les dépenses de fonctionnement et de capital. Les détails de cette information sont présentés au tableau C3.

Tableau C.2 : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2010-2011 à 2013-2014 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2010-2011	2011-2012	2012-2013 Provisoires	2013-2014 Estimations	2010-2011	2011-2012	2012-2013 Provisoires	2013-2014 Estimations
	(000 \$)							
SASKATCHEWAN								
A. Dépenses de fonctionnement	51 285	64 990	102 326	102 398	346 828	354 623	427 438	378 058
B. Dépenses de capital	3 508	5 079	2 264	6 804	19 333	17 901	12 288	13 148
C. Dépenses de programmes	447 300	397 437	469 604	371 136	517 827	549 755	582 214	468 927
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	141 188	83 400	203 600	61 100	142 622	162 594	306 592	112 227
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	122 942	100 614	8 967	10 960	166 528	143 953	(6)	68 232
c.3 Assurance-production	97 549	122 967	152 790	168 550	140 009	180 292	220 933	208 815
c.4 Aide au financement	6 589	9 030	9 584	28 678	8 093	11 076	4 684	9 487
c.5 Entreposage et transport	166	290	40	48	-	2 367	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	60	68	74	84	70	34	160	179
c.7 Recherche*	21 181	18 670	19 847	27 848	16 820	7 104	4 984	29 370
c.8 Inspection des aliments*	3 148	3 116	2 593	5 310	3 685	5 399	6 115	5 132
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	(17)	163	130	730	6 502	5 276	6 096	8 373
c.11 Développement rural et régional	38 255	53 547	55 187	59 770	8 529	7 783	8 622	6 494
c.12 Environnement	15 352	5 031	16 175	7 403	18 600	13 834	17 147	11 329
c.13 Enseignement	-	10	-	10	5	-	-	-
c.14 Vulgarisation	887	533	615	646	6 364	10 043	6 888	9 289
D. Dépenses fiscales	133 593	132 925	140 312	129 323	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	635 686	600 431	714 507	609 661	883 988	922 279	1 021 940	860 133
Recouvrements	(166 355)	(144 512)	(165 100)	(158 656)	(36 708)	(27 206)	(40 455)	(34 157)
Total, dépenses nettes	469 331	455 919	549 407	451 005	847 280	895 073	981 485	825 976
ALBERTA								
A. Dépenses de fonctionnement	166 669	151 643	163 886	173 877	338 588	350 476	397 347	364 859
B. Dépenses de capital	43 953	49 908	41 281	32 196	19 251	17 771	12 209	13 059
C. Dépenses de programmes	410 396	463 435	439 792	468 238	368 523	346 830	327 065	357 263
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	24 609	46 504	51 152	55 842	69 588	74 757	74 358	77 808
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	39 555	17 777	2 287	2 416	57 598	25 916	(1 120)	17 092
c.3 Assurance-production	179 015	196 509	211 392	251 731	142 971	165 303	186 712	176 471
c.4 Aide au financement	10 404	7 560	16 480	16 290	4 565	5 466	3 823	5 028
c.5 Entreposage et transport	9 400	(8 214)	-	-	657	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	10 603	10 601	11 586	11 600	71	86	159	178
c.7 Recherche*	54 803	60 068	43 655	27 949	8 094	10 018	5 163	26 779
c.8 Inspection des aliments*	2 954	1 439	1 573	-	24 883	15 090	13 449	18 322
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	268	220	253	277	23 919	23 685	14 604	10 735
c.11 Développement rural et régional	1 450	1 450	1 450	1 450	23 503	11 495	13 744	9 299
c.12 Environnement	300	-	-	-	7 588	11 160	11 352	9 316
c.13 Enseignement	68 277	70 992	68 895	69 388	5	-	-	-
c.14 Vulgarisation	8 759	58 529	31 068	31 295	5 081	3 855	4 821	6 235
D. Dépenses fiscales	92 966	97 487	106 332	66 492	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	713 984	762 473	751 291	740 803	726 362	715 077	736 620	735 181
Recouvrements	(81 142)	(81 973)	(84 611)	(60 789)	(36 621)	(27 088)	(40 267)	(34 037)
Total, dépenses nettes	632 842	680 500	666 680	680 014	689 741	687 989	696 353	701 144

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Notes : Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence ne sont que des estimations dans plusieurs provinces.

Provisoires : chiffres basés sur les données réelles et sur les prévisions budgétaires lorsque les données réelles ne sont pas disponibles.

Estimations : chiffres basés sur les prévisions budgétaires.

* Les programmes de recherche et d'inspection sont limités aux subventions et contributions aux activités de recherche et d'inspection. Les coûts d'exploitation (par exemple, les salaires des chercheurs et des inspecteurs) et d'immobilisation sont inclus dans les dépenses de fonctionnement et de capital. Les détails de cette information sont présentés au tableau C3.

Tableau C.2 : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2010-2011 à 2013-2014 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2010-2011	2011-2012	2012-2013 Provisoires	2013-2014 Estimations	2010-2011	2011-2012	2012-2013 Provisoires	2013-2014 Estimations
	(000 \$)							
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
A. Dépenses de fonctionnement	30 343	27 140	29 758	33 326	92 373	94 033	91 115	90 817
B. Dépenses de capital	173	836	993	861	5 435	4 993	3 436	3 673
C. Dépenses de programmes	26 882	35 961	38 862	33 686	69 385	51 056	56 909	49 439
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	16 055	16 828	23 345	22 347	35 094	15 226	27 543	14 657
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	150	5 781	851	-	2 714	3 165	16	799
c.3 Assurance-production	7 000	7 600	8 200	8 800	11 596	12 638	12 356	11 678
c.4 Aide au financement	-	(220)	-	-	212	190	457	241
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	-	-	-	-	100	33	44	50
c.7 Recherche*	7	911	-	-	1 679	704	1 304	8 241
c.8 Inspection des aliments*	260	400	1 940	377	3 278	4 462	3 043	4 195
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	3 167	3 075	2 575	75	2 798	3 170	4 353	3 584
c.11 Développement rural et régional	150	1 500	1 500	2 000	6 933	4 758	2 424	2 669
c.12 Environnement	6	-	-	-	3 573	5 159	3 645	2 511
c.13 Enseignement	-	-	-	-	1	-	-	-
c.14 Vulgarisation	87	85	451	87	1 408	1 551	1 723	813
D. Dépenses fiscales	6 930	14 531	1 867	1 860	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	64 327	78 467	71 480	69 733	167 193	150 082	151 461	143 928
Recouvrements	-	-	-	-	(10 324)	(7 656)	(11 395)	(9 588)
Total, dépenses nettes	64 327	78 467	71 480	69 733	156 869	142 426	140 065	134 340

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Notes : Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence ne sont que des estimations dans plusieurs provinces.

Provisoires : chiffres basés sur les données réelles et sur les prévisions budgétaires lorsque les données réelles ne sont pas disponibles.

Estimations : chiffres basés sur les prévisions budgétaires.

* Les programmes de recherche et d'inspection sont limités aux subventions et contributions aux activités de recherche et d'inspection. Les coûts d'exploitation (par exemple, les salaires des chercheurs et des inspecteurs) et d'immobilisation sont inclus dans les dépenses de fonctionnement et de capital. Les détails de cette information sont présentés au tableau C3.

Tableau C.3 : Recherche et inspection liées au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2010-2011 à 2013-2014

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2010-2011	2011-2012	2012-2013 Provisoires	2013-2014 Estimations	2010-2011	2011-2012	2012-2013 Provisoires	2013-2014 Estimations
	(000 \$)							
CANADA								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	19 666	15 169	12 643	16 130	272 115	269 030	340 665	336 580
- capital	7 184	12 290	22 398	16 988	9 393	11 582	954	5 610
- programme	151 250	156 759	148 844	134 222	66 092	78 499	85 110	133 492
Total, Recherche	178 100	184 218	183 885	167 341	347 601	359 111	426 729	475 682
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	125 596	133 932	136 446	145 124	709 916	756 249	747 589	762 814
- capital	24 435	16 474	12 171	17 479	41 201	29 686	31 533	28 553
- programme	47 897	49 245	45 652	50 345	68 599	57 609	57 314	62 921
Total, Inspection	197 928	199 651	194 269	212 947	819 716	843 544	836 437	854 288
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	676	234	479	450	729	726	911	901
- capital	9	33	23	63	25	31	3	15
- programme	582	717	579	650	596	1 366	633	1 618
Total, Recherche	1 267	984	1 081	1 163	1 349	2 123	1 546	2 534
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	2 148	2 570	2 338	2 399	1 842	2 058	1 944	1 960
- capital	72	10	422	512	109	78	83	75
- programme	567	501	113	129	547	1 125	1 626	423
Total, Inspection	2 788	3 081	2 872	3 039	2 498	3 261	3 653	2 459
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	-	-	-	-	2 465	2 470	3 114	3 081
- capital	-	-	-	-	83	106	9	51
- programme	1 219	739	683	408	577	1 584	2 916	1 519
Total, Recherche	1 219	739	683	408	3 125	4 160	6 039	4 652
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	2 250	2 068	3 288	3 469	5 997	6 647	6 552	6 692
- capital	-	-	-	160	364	262	278	252
- programme	514	(2)	312	250	654	569	473	752
Total, Inspection	2 764	2 066	3 601	3 879	7 015	7 478	7 303	7 697

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.3 : Recherche et inspection liées au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2010-2011 à 2013-2014 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2010-2011	2011-2012	2012-2013 Provisoires	2013-2014 Estimations	2010-2011	2011-2012	2012-2013 Provisoires	2013-2014 Estimations
	(000 \$)							
NOUVELLE-ÉCOSSE								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	-	-	-	-	2 975	3 077	3 890	3 850
- capital	-	480	377	680	102	132	11	64
- programme	1 070	1 102	218	490	582	1 895	1 244	2 201
Total, Recherche	1 070	1 582	595	1 170	3 659	5 103	5 144	6 114
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	1 748	1 740	1 797	2 135	7 391	8 237	8 084	8 253
- capital	-	-	-	-	447	322	342	310
- programme	3 973	4 656	4 000	4 044	826	821	1 222	408
Total, Inspection	5 722	6 396	5 797	6 179	8 665	9 380	9 648	8 971
NOUVEAU-BRUNSWICK								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	517	904	414	165	2 965	2 978	3 596	3 558
- capital	0	1	9	-	103	128	11	62
- programme	835	698	874	1 031	2 007	1 388	1 544	2 099
Total, Recherche	1 352	1 603	1 298	1 196	5 075	4 494	5 150	5 719
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	3 193	3 415	3 166	3 896	7 408	7 994	7 887	8 056
- capital	9	142	2	3	451	325	345	313
- programme	260	645	486	185	592	532	671	1 083
Total, Inspection	3 462	4 201	3 654	4 084	8 451	8 851	8 904	9 452
QUÉBEC								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	3 781	3 122	2 786	2 544	41 883	41 984	52 943	52 390
- capital	-	-	-	-	1 453	1 811	149	877
- programme	25 295	24 374	22 410	23 036	8 740	17 981	25 631	18 180
Total, Recherche	29 076	27 496	25 196	25 581	52 075	61 776	78 722	71 447
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	41 593	46 809	40 396	34 144	106 437	114 612	113 240	115 585
- capital	22 710	14 056	9 460	15 264	6 373	4 592	4 877	4 416
- programme	21 695	23 422	19 000	21 177	10 411	5 984	5 772	7 293
Total, Inspection	85 997	84 287	68 856	70 586	123 221	125 187	123 889	127 295

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.3 : Recherche et inspection liées au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2010-2011 à 2013-2014 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2010-2011	2011-2012	2012-2013 Provisoires	2013-2014 Estimations	2010-2011	2011-2012	2012-2013 Provisoires	2013-2014 Estimations
	(000 \$)							
ONTARIO								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	3 168	2 972	2 710	3 828	63 244	63 472	80 090	78 959
- capital	6 250	10 750	20 714	15 481	2 183	2 724	224	1 320
- programme	45 143	45 910	59 462	49 045	14 738	18 434	22 069	22 707
Total, Recherche	54 561	59 632	82 886	68 354	80 165	84 630	102 384	102 985
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	38 040	39 811	41 902	48 573	162 600	175 368	173 345	176 747
- capital	1 000	1 000	1 000	500	9 578	6 899	7 328	6 636
- programme	12 520	16 102	14 427	16 358	16 554	17 583	20 003	18 524
Total, Inspection	51 559	56 913	57 329	65 431	188 732	199 850	200 677	201 907
MANITOBA								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	-	-	-	1 598	29 309	27 980	33 849	33 249
- capital	-	-	-	-	1 010	1 199	99	581
- programme	1 114	3 571	1 115	3 765	11 832	17 951	19 547	20 633
Total, Recherche	1 114	3 571	1 115	5 363	42 151	47 130	53 495	54 464
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	10 009	10 147	10 045	10 994	78 001	79 896	79 106	80 629
- capital	180	180	457	250	4 429	3 192	3 391	3 071
- programme	2 005	(1 034)	1 208	2 515	7 013	5 866	4 760	6 549
Total, Inspection	12 194	9 293	11 710	13 759	89 442	88 955	87 256	90 249
SASKATCHEWAN								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	2 280	1 553	-	780	56 850	55 686	71 206	70 467
- capital	4	0	-	148	1 948	2 402	198	1 164
- programme	21 181	18 670	19 847	27 848	16 820	7 104	4 984	29 370
Total, Recherche	23 465	20 223	19 847	28 776	75 617	65 192	76 387	101 000
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	3 378	3 762	530	486	152 588	162 809	161 365	164 701
- capital	-	-	-	-	8 543	6 155	6 538	5 920
- programme	3 148	3 116	2 593	5 310	3 685	5 399	6 115	5 132
Total, Inspection	6 526	6 878	3 123	5 796	164 816	174 363	174 019	175 753

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.3 : Recherche et inspection liées au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2010-2011 à 2013-2014 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2010-2011	2011-2012	2012-2013 Provisoires	2013-2014 Estimations	2010-2011	2011-2012	2012-2013 Provisoires	2013-2014 Estimations
	(000 \$)							
ALBERTA								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	8 488	5 575	5 859	6 545	55 895	55 196	71 932	71 191
- capital	921	1 025	1 274	616	1 939	2 381	196	1 153
- programme	54 803	60 068	43 655	27 949	8 094	10 018	5 163	26 779
Total, Recherche	64 212	66 668	50 788	35 110	65 928	67 594	77 291	99 124
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	17 126	17 197	25 308	29 023	148 244	157 094	155 090	158 339
- capital	433	815	414	380	8 508	6 128	6 510	5 894
- programme	2 954	1 439	1 573	-	24 883	15 090	13 449	18 322
Total, Inspection	20 513	19 451	27 295	29 403	181 635	178 312	175 048	182 555
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	756	809	395	220	15 801	15 460	19 136	18 934
- capital	-	-	-	-	548	667	55	323
- programme	7	911	-	-	1 679	704	1 304	8 241
Total, Recherche	763	1 720	395	220	18 028	16 832	20 495	27 498
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	6 112	6 414	7 675	10 005	39 401	41 527	40 970	41 851
- capital	31	271	417	409	2 398	1 732	1 840	1 666
- programme	260	400	1 940	377	3 278	4 462	3 043	4 195
Total, Inspection	6 403	7 086	10 032	10 791	45 077	47 721	45 854	47 713

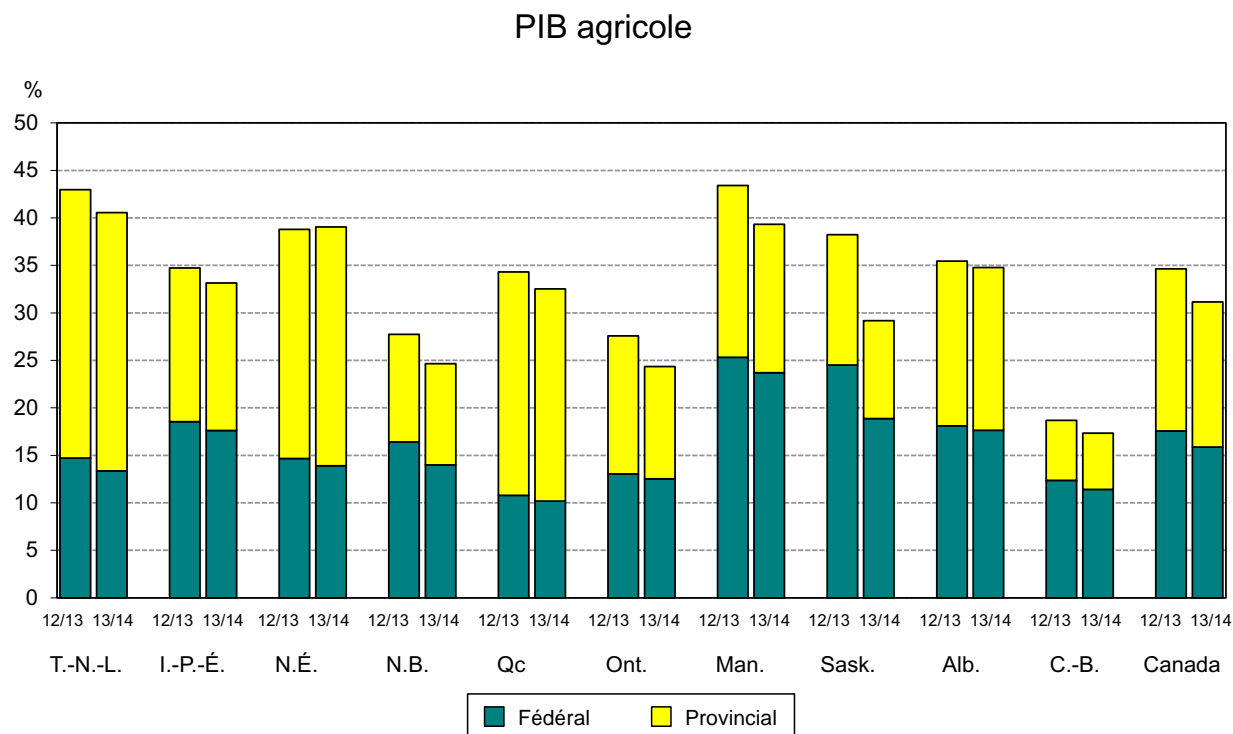
Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.4 : Dépenses publiques dans le secteur agroalimentaire en pourcentage du PIB agricole et du PIB agroalimentaire, Canada et provinces, 2010-2011 à 2013-2014

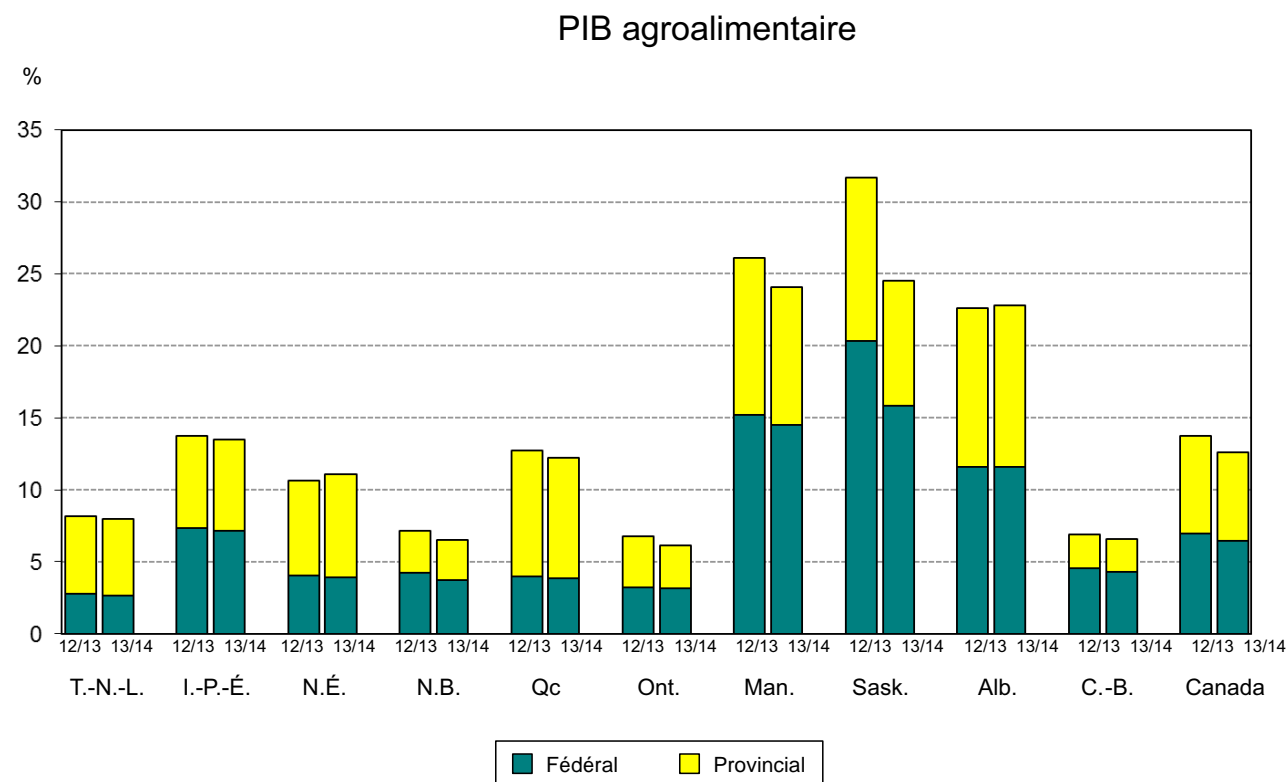
	Agricole				Agroalimentaire			
	2010-2011	2011-2012	2012-2013 Provisoires	2013-2014 Estimations	2010-2011	2011-2012	2012-2013 Provisoires	2013-2014 Estimations
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR								
PIB provincial (millions de \$)	69,6	81,1	81,5	84,6	382,4	432,1	429,1	429,9
Fédéral (%)	14,9	15,8	14,7	13,4	2,7	3,0	2,8	2,6
Provincial (%)	29,3	26,8	28,3	27,2	5,3	5,0	5,4	5,4
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
PIB provincial (millions de \$)	195,6	197,9	199,5	208,0	493,2	500,5	504,0	512,0
Fédéral (%)	21,5	21,0	18,5	17,6	8,5	8,3	7,3	7,2
Provincial (%)	16,8	19,0	16,2	15,5	6,7	7,5	6,4	6,3
NOUVELLE-ÉCOSSE								
PIB provincial (millions de \$)	231,9	232,3	233,3	244,6	838,8	852,7	850,4	861,9
Fédéral (%)	15,3	14,1	14,7	13,9	4,2	3,8	4,0	3,9
Provincial (%)	24,0	22,7	24,1	25,1	6,6	6,2	6,6	7,1
NOUVEAU-BRUNSWICK								
PIB provincial (millions de \$)	266,2	254,8	261,6	273,7	997,3	1 006,9	1 017,5	1 030,2
Fédéral (%)	14,6	17,2	16,4	14,0	3,9	4,3	4,2	3,7
Provincial (%)	10,2	10,9	11,3	10,7	2,7	2,8	2,9	2,8
QUÉBEC								
PIB provincial (millions de \$)	3 766,2	3 883,4	3 946,5	4 149,9	10 253,5	10 515,2	10 655,9	11 029,7
Fédéral (%)	13,3	10,5	10,8	10,2	4,9	3,9	4,0	3,8
Provincial (%)	28,1	25,4	23,5	22,3	10,3	9,4	8,7	8,4
ONTARIO								
PIB provincial (millions de \$)	4 148,2	4 210,3	4 163,1	4 359,7	16 478,5	16 846,0	16 920,6	17 288,8
Fédéral (%)	15,4	14,1	13,0	12,5	3,9	3,5	3,2	3,2
Provincial (%)	9,3	13,0	14,5	11,8	2,4	3,2	3,6	3,0
MANITOBA								
PIB provincial (millions de \$)	1 511,6	1 424,5	1 657,4	1 740,7	2 571,8	2 510,1	2 754,1	2 840,0
Fédéral (%)	25,7	35,0	25,3	23,7	15,1	19,8	15,2	14,5
Provincial (%)	21,4	25,7	18,1	15,6	12,6	14,6	10,9	9,6
SASKATCHEWAN								
PIB provincial (millions de \$)	3 409,5	3 935,7	4 003,3	4 376,5	4 192,5	4 752,3	4 830,8	5 205,2
Fédéral (%)	24,9	22,7	24,5	18,9	20,2	18,8	20,3	15,9
Provincial (%)	13,8	11,6	13,7	10,3	11,2	9,6	11,4	8,7
ALBERTA								
PIB provincial (millions de \$)	3 668,5	3 895,5	3 845,3	3 972,5	6 067,2	6 373,9	6 023,5	6 053,0
Fédéral (%)	18,8	17,7	18,1	17,7	11,4	10,8	11,6	11,6
Provincial (%)	17,3	17,5	17,3	17,1	10,4	10,7	11,1	11,2
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
PIB provincial (millions de \$)	1 099,5	1 134,1	1 132,9	1 177,5	3 001,0	3 052,3	3 059,8	3 100,0
Fédéral (%)	14,3	12,6	12,4	11,4	5,2	4,7	4,6	4,3
Provincial (%)	5,9	6,9	6,3	5,9	2,1	2,6	2,3	2,2
CANADA								
PIB fédéral (millions de \$)	17 922,7	18 800,3	19 104,5	20 049,0	45 948,4	47 544,8	48 093,4	49 490,1
Fédéral (%)	18,8	18,0	17,6	15,9	7,3	7,1	7,0	6,4
Provincial (%)	17,1	17,3	17,1	15,3	6,7	6,8	6,8	6,2

Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques; le Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.

Graphique C.3 : Dépenses publiques dans le secteur agroalimentaire en pourcentage du PIB agricole et du PIB agroalimentaire, 2012-2013 et 2013-2014



Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques; le Conference Board du Canada pour les données sur le PIB



Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques; le Conference Board du Canada pour les données sur le PIB

Tableau C.5 : Importance du PIB agroalimentaire et des dépenses publiques au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2010-2011 à 2013-2014

	PIB Total				Dépenses totales			
	2010-2011	2011-2012	2012-2013 Provisoires	2013-2014 Estimations	2010-2011	2011-2012	2012-2013 Provisoires	2013-2014 Estimations
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR								
Total provincial (millions de \$)	27 743	31 050	30 319	32 063	6 407	6 658	6 494	7 345
PIB agroalim. en % du PIB total	1,38	1,39	1,42	1,34				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,32	0,33	0,35	0,31
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
Total provincial (millions de \$)	4 655	4 831	4 984	5 104	1 596	1 652	1 585	1 566
PIB agroalim. en % du PIB total	10,60	10,36	10,11	10,03				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					2,06	2,28	2,04	2,06
NOUVELLE-ÉCOSSE								
Total provincial (millions de \$)	32 761	33 789	33 882	34 906	7 874	8 235	8 451	8 395
PIB agroalim. en % du PIB total	2,56	2,52	2,51	2,47				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,71	0,64	0,67	0,73
NOUVEAU-BRUNSWICK								
Total provincial (millions de \$)	28 541	29 651	29 793	30 303	8 130	8 050	8 289	8 473
PIB agroalim. en % du PIB total	3,49	3,40	3,42	3,40				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,33	0,35	0,36	0,34
QUÉBEC								
Total provincial (millions de \$)	310 896	324 886	335 911	344 972	66 923	66 753	70 559	72 392
PIB agroalim. en % du PIB total	3,30	3,24	3,17	3,20				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					1,58	1,48	1,32	1,28
ONTARIO								
Total provincial (millions de \$)	592 952	619 315	633 647	650 593	121 186	122 742	122 589	127 588
PIB agroalim. en % du PIB total	2,78	2,72	2,67	2,66				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,32	0,44	0,49	0,40
MANITOBA								
Total provincial (millions de \$)	49 461	52 203	54 151	55 749	10 889	12 098	11 850	12 099
PIB agroalim. en % du PIB total	5,20	4,81	5,09	5,09				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					2,97	3,03	2,53	2,25
SASKATCHEWAN								
Total provincial (millions de \$)	63 772	70 689	73 374	76 746	13 311	13 711	14 285	11 543
PIB agroalim. en % du PIB total	6,57	6,72	6,58	6,78				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					3,53	3,33	3,85	3,91
ALBERTA								
Total provincial (millions de \$)	264 576	288 490	300 671	313 611	38 444	39 566	41 435	38 006
PIB agroalim. en % du PIB total	2,29	2,21	2,00	1,93				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					1,65	1,72	1,61	1,79
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
Total provincial (millions de \$)	190 861	198 317	203 661	208 793	32 850	35 371	35 120	35 491
PIB agroalim. en % du PIB total	1,57	1,54	1,50	1,48				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,20	0,22	0,20	0,20
TOTAL - PROVINCIAL								
Total provincial (millions de \$)	1 566 216	1 653 221	1 700 393	1 752 841	307 609	314 836	320 658	322 896
PIB agroalim. en % du PIB total	2,89	2,83	2,77	2,76				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					1,00	1,03	1,02	0,95
CANADA - FÉDÉRAL								
Total fédéral (millions de \$)	1 572 418	1 661 586	1 711 559	1 765 034	270 463	271 423	275 564	218 950
PIB agroalim. en % du PIB total	2,92	2,86	2,81	2,80				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					1,25	1,24	1,22	1,45

Sources : Comptes publics / Documents de budget et Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.

Méthodologie relative aux dépenses publiques

Définition des dépenses publiques au secteur agroalimentaire

Les dépenses publiques (DP) permettent d'évaluer ce que les gouvernements consacrent au soutien du secteur agroalimentaire (agriculture primaire, industrie de l'agrofourmiture et transformation des aliments et des boissons mais excluant les dépenses reliées à l'aquaculture et à la transformation du poisson) au cours d'un exercice financier. Elles englobent les frais assumés pour l'acquisition de biens et de services et les sommes payées directement ou indirectement à des particuliers, à des organismes ou à d'autres entités du secteur agroalimentaire à titre de paiements de transferts ou dans le cadre de programmes mis sur pied par le gouvernement fédéral ou les gouvernements provinciaux. Elles tiennent compte aussi des transferts aux sociétés d'État et des transferts effectués entre les ministères et entre les ordres de gouvernement. Les renseignements concernant les dépenses publiques, lesquels sont fournis par des agents de différents ministères, proviennent de sources diverses, soit : de comptes publics, des budgets et/ou des plans de dépenses fédéraux et provinciaux, de Statistique Canada ainsi que des rapports internes reliés aux activités agroalimentaires, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des ministères de l'agriculture.

Comptabilité d'exercice : Depuis l'année financière 2001-2002, les gouvernements fédéral et provinciaux ont adopté la comptabilité d'exercice intégrale, laquelle est conforme aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) et est acceptée à l'échelle mondiale comme un ensemble de normes générales d'enregistrement et de préparation de rapports sur les transactions financières. Elle a aussi l'approbation de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA). Ce changement affecte les DP au niveau de la capitalisation des immobilisations. Ainsi, les dépenses en immobilisations tiennent compte des frais d'amortissement des immobilisations au cours de leur vie utile.

Traitement des déficits et des surplus de programmes : Le déficit des programmes ainsi que les remises et les réductions de dettes d'aide alimentaire à l'étranger sont comptabilisés dans la série de dépenses publiques durant l'année où ils sont inscrits aux comptes publics. Les déficits provenant des programmes et les prêts en défaut qui ne sont pas encore reconnus par un transfert de fonds des gouvernements sont exclus des estimations des dépenses. Lorsque des surplus de caisse provenant de programmes financés par les gouvernements sont retournés aux deux ordres de gouvernement au terme d'un programme, les remises ou les recouvrements sont comptabilisés durant l'année où ils sont inscrits dans les documents officiels.

Traitement des sociétés d'État : Seuls les transferts de fonds des gouvernements vers les sociétés d'État sont inclus dans les estimations des dépenses. Les dépenses, les recettes, les pertes et les déficits courants des sociétés d'État sont exclus.

Dépenses à l'étranger : Les dépenses consacrées à l'aide alimentaire et au soutien d'organisations agricoles internationales ne sont incluses que dans les dépenses fédérales totales et dites « à l'étranger ». C'est pourquoi la somme des dépenses fédérales par province diffère du total fédéral. Ces dépenses « à l'étranger » comprennent l'achat de biens agricoles canadiens pour distribution à l'étranger et les fonds versés à des organismes agricoles internationaux.

Traitement des comptes de programmes spéciaux : Dans le cas de programmes gérés par un fonds financé à même les contributions gouvernementales et celles des producteurs, seules les contributions gouvernementales au fonds et aux frais d'administration sont incluses dans les dépenses. La part des producteurs et les paiements qui leur sont versés ne sont pas inclus. À titre d'exemple, notons l'assurance-récolte/production et le Compte de stabilisation du revenu net (CSRN).

Traitement des prêts et des avances : Les prêts et les avances accordés aux producteurs et aux organismes ne sont pas inclus puisqu'ils finiront par être remboursés. Cependant, conformément aux comptes publics, les bonifications d'intérêts et la défaillance sur les prêts sont incluses puisqu'elles sont considérées comme des coûts assumés par les gouvernements. La méthode de comptabilité d'exercice prévoit également des provisions pour créances douteuses et des provisions pour moins-value, lesquelles font partie des estimations des DP. De la même façon, des provisions pour pertes probables sur des prêts garantis émis par le gouvernement sont établies chaque fois que le recouvrement semble compromis, et ces évaluations font partie des estimations des DP.

Recouvrement des gouvernements : Le recouvrement des dépenses des gouvernements incluent les droits payés par les utilisateurs pour des services, les licences et les permis, les locations et les crédits-bails, les ventes et les redevances, les ventes de terrains, les transferts d'un ordre de gouvernement à un autre, le remboursement des dépenses d'exercices précédents et les recouvrements d'exercices précédents, y compris la part des gouvernements au titre des surplus des programmes, et d'autres recouvrements divers. Ces recouvrements sont imputés aux dépenses des programmes ou aux dépenses totales afin qu'on puisse estimer la valeur

nette des dépenses. Les remboursements de prêts et d'avances, et les revenus de placement ne sont pas inclus dans les recouvrements.

Traitement des dépenses fiscales : Les dépenses fiscales provinciales se limitent aux rabais et aux exemptions sur la taxe des carburants, ainsi qu'aux rabais sur la taxe foncière. Les taxes de vente et les impôts sur le revenu ne sont pas inclus dans les estimations fédérales et provinciales.

Tableau C.1 et Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales au secteur agroalimentaire

Les données présentées dans ce tableau représentent les dépenses publiques de différents ministères, comme Agriculture et Agroalimentaire Canada, Santé Canada, Transports Canada, Industrie Canada et le ministère des Finances. Ces données incluent également les dépenses publiques des différents ministères provinciaux.

Répartition des dépenses fédérales

- Les dépenses fédérales par province n'existent que pour certains programmes. Lorsque l'attribution de ces dépenses fédérales doit être effectuée par province, on utilise les méthodes expliquées ci-après.
- Les dépenses au titre des programmes, qui ne sont pas disponibles dans les documents du budget ou des plans de dépenses, sont estimées selon la moyenne de ces dépenses au cours des trois dernières années dans chacune des provinces.
- Les dépenses de fonctionnement et de capital établies au préalable dans les provinces en se fondant sur les centres d'administration ou simplement attribuées à la région de la capitale nationale, ainsi que les transferts effectués aux organismes nationaux, sont répartis entre les provinces comme suit :
 - Les dépenses de fonctionnement et de capital de l'Administration du rétablissement agricole des Prairies ainsi que celles de la Direction générale des services à l'industrie et aux marchés sont réparties par province, au prorata des paiements versés par ces organisations en vertu de leurs programmes respectifs, en supposant que ces dépenses sont proportionnelles à celles des programmes.
 - Toutes les autres dépenses de fonctionnement et de capital ainsi que les transferts aux organismes nationaux sont répartis par province en utilisant la moyenne mobile de trois ans de la répartition provinciale des recettes totales du marché (RTM) ou des recettes de marché provenant de productions particulières, lorsque plus approprié. Les niveaux relatifs de RTM sont par conséquent utilisés comme valeur d'approximation des avantages relatifs tirés de

ces programmes par chaque province. Par exemple, la distribution provinciale des recettes totales de marché provenant des céréales et des oléagineux est utilisée pour répartir entre les provinces les dépenses de fonctionnement et de capital de la Commission canadienne des grains. Le ratio basé sur les RTM n'est utilisé qu'à partir de l'année 2000-2001 alors que pour les années précédentes, c'est le ratio basé sur les recettes monétaires totales qui est utilisé.

- À l'exception des dépenses en vertu du Programme d'aide de transition au transport des marchandises dans la région Atlantique, toutes les dépenses reliées au transport sont réparties entre les provinces en se basant sur les volumes expédiés par voie ferroviaire dans chaque province.
- La catégorie « Autres » inclut les dépenses au Yukon, aux Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut et à l'étranger pour l'aide alimentaire, de même que les dépenses aux organismes internationaux.

Tableau C.2 : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire par catégorie

Les dépenses de fonctionnement incluent toutes les dépenses associées au fonctionnement quotidien du Ministère, y compris les salaires, les avantages sociaux, les voyages, l'achat de biens et de services ainsi que les frais reliés à l'administration des divers programmes provenant de différents ministères.

Les dépenses de capital incluent les frais d'acquisition, de construction et de rénovation des bâtiments ainsi que l'achat d'éléments d'actif tels le terrain, la propriété, le gros équipement et l'ameublement. Sont également inclus les coûts d'amortissement des immobilisations répartis sur leur durée de vie utile.

Les dépenses de programmes comprennent les sommes remises directement ou indirectement aux personnes, aux organismes ou à d'autres entités du secteur agricole à titre de paiement de transfert ou dans le cadre de programmes en cours mis sur pied par les ministères fédéraux et/ou provinciaux.

- **Les programmes de soutien et de stabilisation du revenu** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes tels le PCSRA, CSRN, les subventions laitières, les programmes de protection du revenu, la majorité des programmes complémentaires et les programmes provinciaux de stabilisation du revenu.
- **Les programmes d'aide spéciale et de réduction des coûts** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes spéciaux tels le Programme de paiements pour les producteurs de

céréales et d'oléagineux (PPPCO), les programmes d'aide aux producteurs touchés par la crise liée à l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) et aux sinistrés des inondations ainsi que ceux d'ajustement et de transition. On y trouve aussi les subventions visant à réduire les coûts de production comme l'aide à l'insémination artificielle et à la location des terres. Les programmes de réduction des coûts compris dans les catégories subséquentes, par exemple les subventions pour rabais d'intérêt, n'en font pas partie.

- **Le programme d'assurance-récolte/production** comprend les primes que les gouvernements versent aux fonds reliés à ce programme.
- **L'aide au financement** comprend la *Loi sur les programmes de commercialisation agricole* (LPCA) qui est composé du Programme de paiements anticipés (PPA) et du Programme de mise en commun des prix (PMCP). Elle comprend aussi la *Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative* (LPAACFC) et les programmes de rabais d'intérêt. Elle comprend également des provisions pour créances douteuses et des provisions pour pertes probables sur les garanties de prêts consenties par le gouvernement.
- **Les programmes d'entreposage et de transport** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes d'aide au transport.
- **Les programmes sociaux et de main-d'oeuvre** comprennent les subventions et les contributions versées aux organisations communautaires ainsi que celles versées pour la formation générale, par exemple, le soutien à la main-d'œuvre agricole.
- **Les programmes de recherche** se limitent aux subventions et aux contributions pour les activités de recherche, y compris la recherche visant à améliorer la qualité des produits. Sont toutefois exclus les frais administratifs, par exemple, les salaires des chercheurs. Voir le tableau C.3 pour de plus amples renseignements pour les dépenses consacrées à la recherche et à l'inspection.
- **Les programmes d'inspection des aliments** se limitent aux subventions et aux contributions versées pour la santé animale, les services vétérinaires, les mises à l'essai de produits, la lutte contre les maladies et les ravageurs et la qualité des aliments. Sont toutefois exclus les frais administratifs, par exemple, les salaires des inspecteurs. Voir le tableau C.3 pour de plus amples renseignements sur les dépenses pour la recherche et l'inspection.
- **Les programmes d'aide alimentaire et de développement international** comprennent les subventions et les contributions versées à cet égard à des organismes agricoles internationaux. Les projets de développement international qui sont considérés sont ceux portant sur l'agriculture, la transformation agricole ainsi que sur l'alimentation. Les remises de dettes des pays en développement contractées par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) font aussi partie de cette catégorie. Cette remise de dette est constituée de prêts ou de lignes de crédit octroyés dans le but de développer l'agriculture et l'agroalimentaire dans ces pays. Elle est maintenant intégrée à la liste de dépenses fédérales depuis 1990-1991.
- **Les programmes de commercialisation et de marketing** comprennent les subventions versées pour des activités liées à la promotion de produits, et au développement de produits et de marchés. Ils tiennent compte aussi des réductions du service de la dette et des réductions de dettes contractées auprès de la Commission canadienne du blé (CCB) suite à l'accord conclu avec le Club de Paris. Les paiements de réduction de dette à la CCB sont maintenant intégrés aux dépenses fédérales depuis 1991-1992. Cette catégorie n'inclut pas les paiements effectués à la Société pour l'expansion des exportations (SEE) en vertu de l'accord conclu avec le Club de Paris, puisque ces derniers ne sont pas des paiements de dette à caractère agricole.
- **Les programmes de développement rural et régional** comprennent les subventions et les contributions versées pour les projets d'irrigation, les pâturages collectifs ainsi que les projets d'ententes fédérales-provinciales sur le développement général.
- **Les programmes d'environnement** comprennent les subventions et les contributions pour les activités liées à la conservation des ressources agricoles et de la faune, et les dépenses ayant trait à l'approvisionnement en eau.
- **Les programmes d'enseignement** comprennent les subventions versées aux établissements d'enseignement agricole.
- **Les programmes de vulgarisation** comprennent les subventions et les contributions versées pour des activités liées à la diffusion d'information, à la formation et à l'offre de services aux agriculteurs telles que celles destinées au Conseil canadien des 4-H et à la gestion des surplus de fumier. Les frais administratifs, tels les salaires des employés du gouvernement qui travaillent à la vulgarisation, sont toutefois exclus puisqu'ils font partie des dépenses de fonctionnement.

Les dépenses fiscales : les dépenses fiscales provinciales incluent les rabais et exemptions sur la taxe des carburants ainsi que les rabais sur la taxe foncière. Les taxes de vente et les impôts sur le revenu ne sont pas inclus dans les estimations fédérales ni provinciales.

Les recouvrements incluent les droits payés par les utilisateurs pour des services, les licences et les permis, les locations et les crédits-bails, les ventes et les redevances, les ventes de terrains, les transferts d'un ordre de gouvernement à un autre, le remboursement des dépenses d'exercices précédents et les recouvrements d'exercices précédents, y compris la part des gouvernements au titre des surplus de programmes, et les autres recouvrements divers. Ces recouvrements sont imputés aux dépenses de programme ou aux dépenses totales afin d'estimer la valeur nette des dépenses. Les remboursements de prêts et d'avances et les revenus de placement ne sont pas inclus dans les recouvrements,

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire

Les dépenses de fonctionnement pour la recherche comprennent, en grande partie, les salaires des chercheurs ainsi que les dépenses liées au fonctionnement quotidien des directions et des centres de recherche servant, par exemple, à améliorer les technologies de production et les caractéristiques des produits afin de soutenir un secteur agroalimentaire concurrentiel.

Les dépenses de fonctionnement pour l'inspection et la réglementation des produits agricoles comprennent les dépenses liées au fonctionnement quotidien des directions et des centres d'inspection et de contrôle, à l'entretien et à la coordination des installations réseaux et, en grande partie, aux salaires des inspecteurs affectés à la prévention, à la vérification et à la certification des produits agroalimentaires du commerce.

Les dépenses en capital consacrées à la recherche incluent les dépenses effectuées pour l'acquisition de biens immobiliers comme les centres de recherche, l'ameublement et le gros équipement, ainsi que les charges d'amortissement.

Les dépenses en capital consacrées à l'inspection et à la réglementation incluent les dépenses effectuées pour l'acquisition de biens immobiliers comme les établissements d'inspection, l'ameublement et le gros équipement, ainsi que les charges d'amortissement.

Les dépenses attribuables à des programmes de recherche comprennent les subventions et les contributions versées aux universités, aux organismes scientifiques et aux particuliers pour le développement scientifique et technologique du secteur. Elles comprennent également les dépenses liées au Programme de partage des frais pour l'investissement.

Les dépenses reliées aux programmes d'inspection comprennent les subventions, les contributions et les indemnités prévues pour la perte de plantes et d'animaux telles celles versées en vertu de la *Loi sur la santé des animaux* et de la *Loi sur la protection des végétaux*.

Tableau C.4 et Graphique C.3 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage du PIB agricole et du PIB agroalimentaire et Tableau C.5 : PIB total et dépenses publiques totales

Le produit intérieur brut, ou PIB, correspond à la valeur totale, sans double compte, des biens et des services produits dans un pays ou une région au cours d'une période donnée.

Les données du PIB en dollars de 1997 proviennent du Conference Board du Canada. Ces données correspondent au PIB aux prix de base de Statistique Canada. Ils sont convertis en dollars courants au moyen de l'indice déflateur du PIB (indice implicite de prix) provenant également du Conference Board du Canada. Les données du PIB sont fournies sur une base trimestrielle et sont regroupées en années financières.

Les données du PIB total portent sur tous les secteurs d'activité de l'économie canadienne et sont disponibles pour toutes les provinces et l'ensemble du Canada. Les données du PIB « agricole » comprennent toutes les industries agricoles primaires et de services connexes. Le PIB « agroalimentaire » est la somme des PIB agricole, alimentaire et des boissons. Il n'inclut pas des secteurs tels ceux du transport et de l'entreposage, et du commerce de gros et de détail. Les données du PIB alimentaire comprennent toutes les industries des aliments faisant partie des industries manufacturières. Les données du PIB des boissons comprennent toutes les industries des boissons faisant partie des industries manufacturières; ces PIB ne sont disponibles que pour le Québec, l'Ontario et l'Alberta en raison de leur caractère confidentiel.

Le total canadien inclut, au niveau fédéral, les montants pour les provinces ainsi que pour le Yukon, le Nunavut et les Territoires du Nord-Ouest.



SECTION D

Estimations du soutien à l'agriculture

Tableau D.1 : Estimation du soutien à l'agriculture, Canada, 2010-2012

	2010	2011	2012 Provisaires
	- millions de \$ -		
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	41 194	47 053	50 251
dont : part de produits SPM ¹ (%)	83	84	85
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	30 436	33 031	35 133
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	7 366	7 581	7 581
Soutien des prix du marché	4 348	4 401	4 832
Paielements au titre de la production	0	0	0
Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	461	487	466
Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev ² courants, production requise	2 074	2 294	2 228
Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	396	2	0
Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	7	366	32
Paielements selon des critères non liés à des produits de base	57	15	0
Paielements divers	24	17	23
ESP en pourcentage	17	15	14
Coefficient nominal de protection des producteurs (CNP des producteurs)	1,12	1,10	1,11
Coefficient nominal de soutien aux producteurs (CNS aux producteurs)	1,20	1,18	1,17
Estimation du soutien aux services d'intérêt général	2 531	2 558	2 650
Recherche et développement	499	506	552
Établissements d'enseignement agricole	249	274	258
Services d'inspection	981	1 022	1 036
Infrastructures	551	523	570
Commercialisation et promotion	252	233	234
Stockage public	0	0	0
Divers	0	0	0
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-4 883	-4 900	-5 329
Transferts des consommateurs aux producteurs	-4 342	-4 395	-4 824
Autres transferts des consommateurs	-541	-505	-506
Transferts des contribuables aux consommateurs	0	0	0
Surcoût de l'alimentation animale	0	0	0
ESC en pourcentage	-16	-15	-15
Coefficient nominal de protection des consommateurs (CNP des consommateurs)	1,19	1,17	1,18
Coefficient nominal de soutien aux consommateurs (CNS aux consommateurs)	1,19	1,17	1,18
Estimation du soutien total (EST)	9 897	10 139	10 231
Transferts des consommateurs	4 883	4 900	5 329
Transferts des contribuables	5 555	5 744	5 408
Recettes budgétaires	-541	-505	-506

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2013, Pays de l'OCDE et économies émergentes.

¹ Les produits SPM pour le Canada sont : le blé, le maïs, les autres céréales, les graines oléagineuses, le lait, la viande bovine, la viande porcine, la volaille et les oeufs.² S (Superficie cultivée), Na (nombre d'animaux), Rec (recettes), Rev (revenus agricoles).

Tableau D.2 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2010-2012

		2010	2011	2012 Provisoires
		(en pourcentage de l'ESP total)		
Australie	Soutien au titre de la production des produits de base	0	0	0
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	50	35	38
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev ¹ courants, production requise	17	25	24
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	31	39	37
	Paielements selon des critères non liés à des produits de base	2	1	1
	Paielements divers	0	0	0
Canada	Soutien au titre de la production des produits de base	59	58	64
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	6	6	6
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	28	30	29
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	5	0	0
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	0	5	0
	Paielements selon des critères non liés à des produits de base	1	0	0
	Paielements divers	0	0	0
Union européenne²	Soutien au titre de la production des produits de base	17	14	21
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	15	15	14
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	18	19	17
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	48	49	45
	Paielements selon des critères non liés à des produits de base	2	2	2
	Paielements divers	0	0	0
Japon	Soutien au titre de la production des produits de base	84	81	85
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	3	3	2
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	6	9	6
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	7	8	7
	Paielements selon des critères non liés à des produits de base	0	0	0
	Paielements divers	0	0	0
Mexique	Soutien au titre de la production des produits de base	26	23	36
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	48	51	38
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	3	6	6
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	5	4	4
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	19	16	17
	Paielements selon des critères non liés à des produits de base	0	0	0
	Paielements divers	0	0	0
Nouvelle-Zélande	Soutien au titre de la production des produits de base	79	85	80
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	21	14	20
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	0	0	0
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	0	0	0
	Paielements selon des critères non liés à des produits de base	0	0	0
	Paielements divers	0	0	0

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2013, Pays de l'OCDE et économies émergentes.

¹ S (Superficie cultivée), Na (nombre d'animaux), Rec (recettes), Rev (revenus agricoles).² UE27 pour 2010, 2011 et 2012.

Tableau D.2 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2010-2012 (suite)

		2010	2011	2012 Provisoires
		(en pourcentage de l'ESP total)		
États-Unis	Soutien au titre de la production des produits de base	14	12	12
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	35	32	33
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	22	30	27
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	21	18	20
	Paielements selon des critères non liés à des produits de base	9	8	9
	Paielements divers	0	0	0
OCDE	Soutien au titre de la production des produits de base	45	43	48
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	14	14	12
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	14	16	14
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	1	0	0
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	25	25	23
	Paielements selon des critères non liés à des produits de base	2	2	2
	Paielements divers	0	0	0

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2013, Pays de l'OCDE et économies émergentes.

¹ S (Superficie cultivée), Na (nombre d'animaux), Rec (recettes), Rev (revenus agricoles).² UE27 pour 2010, 2011 et 2012.

Tableau D.3 : Estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2010 à 2012

	2010	2011	2012 Provisoires	2010	2011	2012 Provisoires
	ESP Total (millions de \$US)			ESP en pourcentage (% de recettes agricoles brutes)		
Australie	1 263	1 491	1 360	3	3	3
Canada	7 150	7 664	7 587	17	15	14
Union européenne ¹	102 558	106 381	106 976	20	18	19
Japon	56 837	60 467	64 759	55	51	56
Mexique	6 272	7 084	7 071	12	13	12
Nouvelle-Zélande	101	162	123	1	1	1
États-Unis	27 973	31 596	30 170	8	8	7
OCDE	241 778	257 230	258 642	19	18	19

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2013, Pays de l'OCDE et économies émergentes.

¹ UE27 pour 2010, 2011 et 2012.

Tableau D.4 : Transferts au titre d'un seul produit (TSP en pourcentage)¹ pour certains pays de l'OCDE, 2010 à 2012

	Blé			Maïs			Autres céréales			Canola/colza			Soya		
	2010	2011	2012p	2010	2011	2012p	2010	2011	2012p	2010	2011	2012p	2010	2011	2012p
Australie	0,0	0,0	0,0	n.c.	n.c.	n.c.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Canada	1,7	1,3	3,3	1,3	0,9	2,0	2,9	2,7	3,4	1,7	1,3	3,6	0,3	0,7	1,8
Union européenne ²	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Japon	48,1	51,5	43,8	n.c.	n.c.	n.c.	67,9	72,8	71,9	n.c.	n.c.	n.c.	18,7	46,7	43,8
Mexique	16,2	21,4	10,3	8,3	8,6	2,8	1,3	0,5	0,0	n.c.	n.c.	n.c.	8,9	9,7	0,4
Nouvelle-Zélande	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
États-Unis	6,0	7,3	5,7	2,7	3,6	3,2	2,9	4,6	3,4	n.c.	n.c.	n.c.	2,8	4,0	3,2
OCDE	4,2	3,4	3,2	3,2	3,4	2,8	7,3	3,1	2,4	0,8	0,6	1,5	3,7	6,0	4,7

	Viande bovine			Viande porcine			Lait			Volaille			Oeufs		
	2010	2011	2012p	2010	2011	2012p	2010	2011	2012p	2010	2011	2012p	2010	2011	2012p
Australie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Canada	2,6	3,4	2,4	5,7	5,4	5,7	54,5	45,1	52,7	15,6	32,7	26,2	21,9	26,0	27,6
Union européenne	12,4	11,1	28,3	2,5	0,1	0,1	1,6	1,3	1,8	28,7	23,1	22,1	0,9	1,0	0,5
Japon	32,0	36,0	43,0	67,4	65,9	67,2	55,4	55,2	57,6	10,2	10,2	10,2	14,4	15,0	15,4
Mexique	9,1	8,4	8,4	6,6	6,8	8,8	0,0	-0,3	10,5	12,0	15,3	12,7	0,0	-0,4	0,0
Nouvelle-Zélande	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	17,3	26,4	20,4	13,2	16,1	0,0
États-Unis	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,1	4,4	5,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
OCDE	9,6	9,1	14,2	10,3	9,1	8,3	10,5	9,1	10,7	10,9	11,0	9,4	6,8	5,1	4,5

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2013, Pays de l'OCDE et économies émergentes.

p: Provisoires

n.c. : non calculé

¹ Pourcentage des recettes agricoles brutes pour un produit en particulier.² UE27 pour 2010, 2011 et 2012.Tableau D.5 : Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)¹ pour certains pays de l'OCDE, 2010-2012

	2010	2011	2012 Provisoires	2010	2011	2012 Provisoires
	ESSG (millions de \$US)			part de l'ESSG dans le soutien total à l'agriculture (%)		
Australie	820	1 035	977	39	41	42
Canada	2 457	2 587	2 652	26	25	26
Union européenne ²	13 646	15 358	13 649	12	12	11
Japon	8 414	12 594	6 741	13	17	9
Mexique	745	801	870	10	10	11
Nouvelle-Zélande	273	349	354	73	68	74
États-Unis	69 846	71 539	81 446	51	50	52
OCDE	101 015	108 943	110 080	26	27	27

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2013, Pays de l'OCDE et économies émergentes.

¹ Voir la note à la fin de la méthodologie.² UE27 pour 2010, 2011 et 2012.

Tableau D.6 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)¹ pour certains pays de l'OCDE, 2010-2012

		2010	2011	2012 Provisoires
		(en pourcentage de l'ESSG total)		
Australie	Recherche et développement	66	57	61
	Établissements d'enseignement agricole	1	0	0
	Services d'inspection	11	11	7
	Infrastructures	21	30	32
	Commercialisation et promotion	1	1	1
	Stockage public	0	0	0
	Divers	0	0	0
Canada	Recherche et développement	20	20	21
	Établissements d'enseignement agricole	10	11	10
	Services d'inspection	39	40	39
	Infrastructures	22	20	22
	Commercialisation et promotion	10	9	9
	Stockage public	0	0	0
	Divers	0	0	0
Union européenne²	Recherche et développement	19	19	19
	Établissements d'enseignement agricole	14	14	14
	Services d'inspection	7	5	5
	Infrastructures	29	29	28
	Commercialisation et promotion	31	33	33
	Stockage public	-1	0	0
	Divers	0	0	0
Japon	Recherche et développement	11	8	14
	Établissements d'enseignement agricole	5	4	7
	Services d'inspection	1	1	3
	Infrastructures	77	82	70
	Commercialisation et promotion	0	1	1
	Stockage public	3	2	3
	Divers	3	2	3
Mexique	Recherche et développement	13	14	12
	Établissements d'enseignement agricole	35	39	33
	Services d'inspection	11	8	15
	Infrastructures	28	32	36
	Commercialisation et promotion	14	7	4
	Stockage public	0	0	0
	Divers	0	0	0
Nouvelle-Zélande	Recherche et développement	30	25	30
	Établissements d'enseignement agricole	6	6	7
	Services d'inspection	38	47	37
	Infrastructures	25	22	26
	Commercialisation et promotion	0	0	0
	Stockage public	0	0	0
	Divers	0	0	0

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2013, Pays de l'OCDE et économies émergentes.

¹ Voir la note à la fin de la méthodologie.² UE27 pour 2010, 2011 et 2012.³ Le programme de coupons alimentaires représente plus de 90% des dépenses dans la catégorie Commercialisation et promotion aux États-Unis.

Tableau D.6 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)¹ pour certains pays de l'OCDE, 2010-2012 (suite)

		2010	2011	2012 Provisoires
		(en pourcentage de l'ESSG total)		
États-Unis	Recherche et développement	3	3	3
	Établissements d'enseignement agricole	0	0	0
	Services d'inspection	2	2	1
	Infrastructures	6	0	5
	Commercialisation et promotion ³	86	92	88
	Stockage public	0	0	0
	Divers	3	3	2
OCDE	Recherche et développement	8	8	8
	Établissements d'enseignement agricole	3	3	3
	Services d'inspection	4	3	3
	Infrastructures	17	16	14
	Commercialisation et promotion	65	66	70
	Stockage public	1	1	1
	Divers	3	3	2

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2013, Pays de l'OCDE et économies émergentes.

¹ Voir la note à la fin de la méthodologie.² UE27 pour 2010, 2011 et 2012.³ Le programme de coupons alimentaires représente plus de 90% des dépenses dans la catégorie Commercialisation et promotion aux États-Unis.

Tableau D.7 : Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) pour certains pays de l'OCDE, 2010-2012

	2010	2011	2012 Provisoires
	ESC en pourcentage (%) ¹		
Australie	0	0	0
Canada	-16	-15	-15
Union européenne ²	-3	-2	-4
Japon	-45	-44	-46
Mexique	-3	-3	-5
Nouvelle-Zélande	-3	-4	-3
États-Unis	13	13	14
OCDE	-8	-8	-8

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2013, Pays de l'OCDE et économies émergentes.

¹ ESC en pourcentage: proportion de la valeur des dépenses consacrées à la consommation de produits agricoles produits à l'intérieur du pays (ESC) dans la valeur de la consommation totale moins le soutien budgétaire aux consommateurs.² UE27 pour 2009, 2010 et 2011.

Tableau D.8 : Estimation du soutien total (EST) à l'agriculture pour certains pays de l'OCDE, 2010-2012

	2010	2011	2012 Provisaires
	EST en pourcentage du PIB (%)		
Australie	0,16	0,16	0,15
Canada	0,61	0,59	0,58
Union européenne ¹	0,73	0,70	0,73
Japon	1,19	1,24	1,21
Mexique	0,71	0,71	0,69
Nouvelle-Zélande	0,26	0,32	0,28
États-Unis	0,94	0,96	1,00
OCDE	0,93	0,96	0,94

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2013, Pays de l'OCDE et économies émergentes.

¹ UE27 pour 2010, 2011 et 2012.

Méthodologie relative aux indicateurs de soutien de l'OCDE

Depuis 1986, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) mesure l'aide à l'agriculture en utilisant plusieurs indicateurs de transfert. Le plus important et le plus fondamental de ces indicateurs est l'Estimation du soutien aux producteurs (ESP). Ces résultats obtenus représentent la seule source disponible d'information transparente et comparable à l'échelle mondiale.

L'ESP est une mesure de l'ampleur et du type de transferts, L'ESP classe par catégories les différents types de transfert de manière à faciliter l'analyse des politiques et à améliorer l'évaluation de la réforme des politiques. Puisque les mesures agricoles ont évolué, l'OCDE a décidé de réviser le système de classification de l'ESP pour mieux tenir compte des nouveaux types de mesures. L'OCDE a adopté d'importants changements à la classification des catégories de mesures générales de l'ESP, a changé la façon de mesurer le soutien par produits et a amélioré la présentation des indicateurs pertinents. Les catégories génériques déterminent :

- le fondement sur lequel repose le soutien, soit la production, les intrants, la superficie cultivée, le nombre d'animaux, les recettes, le revenu, les critères non liés à des produits de base;
- si le soutien est fondé sur un niveau courant ou antérieur (fixe);
- si la production est requise ou facultative.

La ventilation de l'ESP totale ne sera plus effectuée par produit, mais entre quatre catégories reflétant la latitude donnée aux agriculteurs pour leurs décisions de production dans le cadre des différentes mesures:

- Transferts au titre d'un seul produit (TSP);
- Transferts au titre d'un groupe de produits (TGP);
- Transferts au titre de tous les produits (TTP);
- Autres transferts aux producteurs (ATP).

Définitions des catégories dans la classification des mesures de l'ESP

Soutien des prix du marché (SPM) : transferts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent de mesures créant un écart entre les prix sur le marché intérieur et les prix à la frontière pour un produit agricole donné. Ainsi, le SPM prend la forme d'une augmentation du prix imposé par les producteurs et payé par les consommateurs. Le montant total de l'aide augmente à mesure que les volumes produits augmentent. Le SPM est la seule forme d'aide qui a un impact simultané sur la production et la consommation d'un produit. Le SPM est aussi disponible par produit.

Paiements au titre de la production : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures fondées sur le niveau effectif de la production d'un produit agricole donné.

Paiements au titre de l'utilisation d'intrants : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures fondées sur l'utilisation d'intrants à la ferme :

- utilisation d'intrants variables - paiements réduisant les coûts à la ferme d'un intrant variable particulier ou d'un ensemble d'intrants variables;
- formation de capital fixe - paiements réduisant le coût des investissements dans les bâtiments agricoles, les équipements, les plantations, l'irrigation, le drainage et l'amélioration du sol;
- services à la ferme - paiements réduisant le coût de l'aide et de la formation dispensée aux agriculteurs individuels sur des questions techniques, comptables, commerciales, sanitaires et phytosanitaires.

Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise : transferts de contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures reposant sur le niveau effectif des superficies cultivées, du nombre d'animaux, des recettes et des revenus avec obligation de produire.

Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants - production requise : transferts de contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures reposant sur les superficies cultivées, le nombre d'animaux, les recettes et les revenus ne correspondant pas à la récolte en cours (i.e. fondées sur un niveau antérieur ou fixe), avec obligation de produire sans spécification de produit.

Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants - production facultative : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent de mesures reposant sur les superficies, le nombre d'animaux, les recettes et les revenus ne correspondant pas à la période en cours (i.e. fondées sur un niveau antérieur ou fixe). La production effective d'un produit donné n'étant pas obligatoire, mais facultative.

- Taux variables : le taux de paiement varie en fonction des prix des extrants ou des intrants courants.
- Taux fixes : les taux des paiements ne varient pas en fonction de ces paramètres.

Paiements selon des critères non liés aux produits : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent de mesures reposant sur :

- Le retrait de ressources à long terme : transferts au titre du retrait à long terme de facteurs de production de produits de base. Les paiements de cette sous-catégorie se

distinguent de ceux nécessitant le retrait des ressources à court terme, qui dépendent de critères relatifs à la production des produits de base.

- La production d'autres produits que les produits de base : transferts alloués pour l'utilisation de ressources agricoles destinées à la production de biens et services spécifiques autres que des produits de base. Ces transferts ne sont pas requis conformément à la réglementation en vigueur.
- D'autres critères non liés au produit de base : transferts accordés également à tous les agriculteurs, comme un taux uniforme ou un versement forfaitaire.

Paiements divers : transferts de contribuables aux agriculteurs et pour lesquels on ne dispose pas suffisamment de renseignements pour les répartir entre les catégories appropriées.

Définitions des indicateurs de soutien de l'OCDE

La classification des transferts totaux liés aux politiques agricoles (EST) regroupe les mesures gouvernementales dans trois grandes catégories: transferts aux producteurs (ESP), transferts aux consommateurs (ESC) et transferts aux services d'intérêt général pour l'agriculture (ESSG).

Estimation du soutien aux producteurs (ESP) : transferts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent de politique de soutien agricole, quels que soient leur nature, leurs objectifs et leurs incidences sur la production ou le revenu agricoles.

ESP exprimé en pourcentage : transferts pris en compte dans l'ESP en proportion de la valeur des recettes agricoles brutes (soutien compris).

Transferts au titre d'un seul produit (TSP) : transferts qui découlent des mesures liées à la production d'un seul produit, de sorte que le producteur doit produire le produit désigné pour recevoir le transfert. Les transferts découlent également de mesures plus larges qui prévoient des paiements précis par produit. L'indicateur TSP existe aussi par produit.

Transferts au titre d'un groupe de produits (TGP) : transferts qui découlent de mesures prévoyant des paiements sous réserve de la production d'un ou de plusieurs des produits figurant sur une liste désignée. En d'autres termes, un producteur peut produire un ensemble de produits figurant sur la liste des produits admissibles et recevoir un transfert qui ne variera pas en fonction de sa décision.

Transferts au titre de tous les produits (TTP) : transferts qui découlent de mesures qui n'imposent aucune restriction sur le produit agricole produit, mais exigeant du bénéficiaire la production d'un produit de son choix.

Autres transferts aux producteurs (ATP) : transferts effectués dans le cadre de mesures non assorties d'une quelconque obligation de production de produits de base.

Coefficient nominal de soutien aux producteurs (CNS aux producteurs) : rapport entre la valeur des recettes agricoles brutes, y compris le soutien, et les recettes agricoles brutes (à la ferme) évaluées au prix à la frontière (mesuré au départ de l'exploitation).

Coefficient nominal de protection des producteurs (CNP des producteurs) : rapport entre le prix moyen reçu par les producteurs (au départ de l'exploitation), y compris les paiements par tonne effectivement produite, et le prix à la frontière (mesuré au départ de l'exploitation). Le CNPP est également calculé par produit.

Estimations du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) : transferts aux services d'intérêt général au secteur agricole pris collectivement (comme la recherche et le développement, la formation, les services d'inspection, la commercialisation et la promotion), qui découlent de mesures de soutien à l'agriculture indépendamment de leur nature, leurs objectifs et leurs incidences sur la production agricole, le revenu agricole ou la consommation des produits agricoles.

Contrairement aux transferts ESP et ESC, ces transferts ne sont pas remis aux producteurs ou aux consommateurs individuellement et ils n'influent pas directement sur les recettes agricoles (revenu) ou les dépenses de consommation. Toutefois, ils peuvent avoir une incidence sur la production et la consommation de produits agricoles.

ESSG : part du soutien aux services d'intérêt général fournis à l'ensemble du secteur agricole dans le soutien total à l'agriculture (EST).

Estimation du soutien au consommateur (ESC) : transferts aux (des) consommateurs de produits agricoles, découlant de mesures qui soutiennent l'agriculture indépendamment de leur nature, leurs objectifs ou leurs incidences sur la consommation de produits agricoles.

L'ESC est composée des transferts explicites et implicites des consommateurs aux producteurs agricoles liés au soutien des prix du marché pour les produits agricoles produits et consommés au pays (transferts des consommateurs aux producteurs), de même que les transferts au budget et/ou aux importateurs pour la part de la consommation concernant les produits importés (autres transferts des consommateurs).

Cet indicateur est mesuré après déduction des transferts aux consommateurs destinés à compenser leur contribution au soutien des prix du marché d'un produit particulier (transferts des contribuables aux consommateurs), et la contribution des producteurs (en tant que consommateurs de produits

végétaux d'origine intérieure) au soutien des prix du marché des produits utilisés comme aliments du bétail (coût supplémentaire pour l'alimentation animale).

Lorsque l'ESC est négative, elle indique les transferts des consommateurs et mesure la taxe implicite à la consommation liée aux politiques en faveur du secteur agricole. Bien que les dépenses de consommation soient majorées/diminuées du montant de la taxe implicite ou des paiements, cet indicateur n'est pas en soi une estimation de leurs incidences sur les dépenses de consommation.

ESC en pourcentage : rapport entre la valeur totale des dépenses de consommation de denrées produites localement et la valeur de la consommation totale, moins l'aide budgétaire aux consommateurs. Ce pourcentage mesure la taxe implicite (ou la subvention si l'ESC est positif) sur les consommateurs en tant que partie des dépenses de consommation à la production.

Coefficient nominal de soutien aux consommateurs (CNS aux consommateurs) : rapport entre la valeur des dépenses consacrées à la consommation de produits agricoles (au départ de l'exploitation) et leur valeur aux prix à la frontière.

Coefficient nominal de protection des consommateurs (CNP des consommateurs) : rapport entre le prix moyen payé par les consommateurs (au départ de l'exploitation) et le prix à la frontière (mesuré au départ de l'exploitation). Le CNP des consommateurs est également calculé par produit.

Estimation du soutien total (EST) : transferts des contribuables et des consommateurs qui découlent des mesures de soutien à l'agriculture, déduction faite des recettes budgétaires associées, peu importe leurs objectifs et leurs incidences sur la production agricole et le revenu, ou la consommation de produits agricoles.

L'estimation du soutien total représente la somme des transferts suivants :

- 1) Transferts bruts explicites et implicites des consommateurs de produits agricoles aux producteurs agricoles, déduction faite des contributions financières des producteurs (qui apparaissent dans le SPM et l'ESC);
- 2) Transferts bruts des contribuables aux producteurs agricoles (dans l'ESP);
- 3) Transferts bruts des contribuables aux services d'intérêt général pour l'agriculture (ESSG);
- 4) Transferts bruts des contribuables aux consommateurs de produits agricoles (dans l'ESC).

Étant donné que les transferts des consommateurs aux producteurs sont inclus dans le SPM, l'EST représente également la somme de l'ESP, l'ESSG et les transferts des contribuables aux consommateurs (dans l'ESC). L'EST mesure le coût global du soutien à l'agriculture financé par les

consommateurs (transferts des consommateurs) et les contribuables (transferts des contribuables), déduction faite des revenus d'importation (revenus budgétaires).

L'EST en pourcentage : part du soutien total à l'agriculture sur le produit intérieur brut (PIB).

Traitement des taxes et des prélèvements

Telles qu'elles sont définies, l'ESP et l'ESC sont calculées déduction faite des contributions des producteurs au financement des mesures de soutien en leur faveur. De même, les recettes provenant des taxes et prélèvements à la production destinés à financer une mesure donnée sont déduites elles aussi du montant total du paiement attribué aux producteurs conformément à cette mesure.

Le cas du soutien négatif

La notion d'ESP « brute » permet d'envisager les cas où le soutien est négatif, par exemple lorsque des mesures stratégiques agricoles taxent par rapport à ce qui se passerait en l'absence de telles mesures - i.e. lorsque seulement des mesures économiques générales sont appliquées. L'exemple type du soutien négatif est une taxe à l'exportation ou toute autre mesure agricole décourageant les exportations et se traduisant par un prix intérieur inférieur au prix mondial.

Signification et interprétation des principaux indicateurs

Estimation du soutien aux producteurs (ESP) et coefficient nominal de soutien aux producteurs (CNS aux producteurs)

L'ESP est une mesure statique de soutien offerte aux producteurs agricoles au cours d'une période donnée (par ex, une année ou une campagne) et qui est définie par des conditions macroéconomiques globales et des politiques économiques générales.

Par exemple, le soutien à l'agriculture serait nul si seulement des politiques économiques générales étaient en vigueur et qu'aucune politique spécifique ne viendrait modifier la transmission des conditions macroéconomiques générales au secteur agricole. Dans de telles situations, le total des recettes agricoles courantes serait obtenu entièrement sur le marché en l'absence de transferts aux agriculteurs liés aux politiques, Il s'agit là d'un cas extrême.

Ainsi, un pourcentage de 60 % de l'ESP, par exemple, représente la portion des transferts aux producteurs agricoles par rapport à la valeur totale des recettes agricoles brutes (mesurées par l'ESP), ou la partie des recettes agricoles brutes découlant des politiques. Ainsi, 40 % des recettes agricoles brutes sont obtenues sur le marché en l'absence de toute forme d'aide.

Lorsque le coefficient d'aide nationale aux producteurs est égal à un, cela signifie que les recettes agricoles brutes sont obtenues entièrement sur le marché, sans aucune aide

budgétaire. Par conséquent, plus le coefficient d'aide nominale aux producteurs est élevé, plus la part des recettes agricoles brutes obtenues sur le marché est petite. Par exemple, un CNS aux producteurs de 2,50 indique que la valeur des recettes agricoles brutes correspond à deux fois et demi ce qu'elles devraient être si les recettes étaient obtenues entièrement aux prix du marché mondial, en l'absence du soutien d'une politique.

Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) et coefficient nominal de soutien aux consommateurs (CNS aux consommateurs)

Un pourcentage de -60 % de l'ESC signifie que 60 % des dépenses de consommation totales en produits agricoles représente un transfert des consommateurs aux producteurs, ou la partie des dépenses de consommation créée par les politiques.

Lorsque le CNS aux consommateurs est égal à un, cela signifie que les dépenses de consommation totales en produits agricoles sont au prix du marché, sans aide aux producteurs et consommateurs. Par conséquent, plus le CNS aux consommateurs est élevé, moins la part des dépenses de consommation reflète le marché. Par exemple, un CNS aux consommateurs de 2,50 indique que les dépenses du consommateur sont deux fois et demi ce qu'elles devraient être si elles étaient entièrement guidées par les prix des marchés mondiaux, en l'absence d'aide budgétaire aux consommateurs.

Calcul du soutien des prix du marché (SPM)

Le soutien des prix du marché est calculé seulement lorsqu'il existe des politiques ayant des incidences sur la transmission des conditions macroéconomiques générales aux producteurs agricoles et créent un écart de prix s'accompagnant de transferts des consommateurs aux producteurs.

L'ESSG et l'EST en pourcentages

L'ESSG en pourcentage mesure la part des transferts aux services d'intérêt général pour l'agriculture dans le soutien total à l'agriculture (EST), et ainsi elle indique le pourcentage relatif des transferts qui font partie de l'EST et de l'ESSG dans chaque pays.

Toute autre chose étant égale, plus le pourcentage de l'ESSG est faible, plus la part des transferts ESP est élevée dans le cadre du soutien total à l'agriculture, et plus les répercussions associées à la production et aux échanges commerciaux sont importantes.

L'EST en pourcentage mesure la part de l'aide totale à l'agriculture à l'intérieur du PIB d'un pays ou la part du revenu national utilisé pour aider l'agriculture. Elle est tributaire de l'importance du secteur agricole dans l'économie.

Par conséquent, plus le pourcentage de l'EST est élevé, plus importante est la part de revenu national utilisé pour aider l'agriculture.

Note : Afin d'améliorer la comparabilité et la cohérence de l'information rapportée sous l'ESSG pour les différents pays, l'OCDE entreprend présentement une étude qui va permettre de revoir les programmes et politiques présentement rapportées sous l'ESSG et d'examiner s'ils sont classifiés correctement. Cette étude cherchera aussi à cerner toutes les lacunes importantes au niveau de l'information rapportée sous l'ESSG. Basée sur cette récente étude, on s'attend à ce que l'OCDE développe une nouvelle méthodologie pour le calcul de l'ESSG.